Les besoins des Maliens en matière de justice: vers plus d'équité

HiiL innovating Justice

Cette étude est financée par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en République du Mali.

La Délégation de l'U.E au Mali a fourni des fonds pour étendre l'étude de HiiL, à savoir **L'enquête sur les besoins et la satisfaction en matière de justice**, à trois régions supplémentaires au Mali (Koulikoro, Kayes et Sikasso). Cette étude a eu lieu en 2014.

Kingdom of the Netherlands

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne.

Les problèmes de justice de Hawa, tels qu'elle nous les a raconté

Âgée de 23 ans, Hawa est mariée et a une fille de 5 ans qui souffre d'une maladie chronique. Elle a été épousée par son mari en 2009. Il s'agissait d'un mariage religieux, donc juridiquement non contraignant. Un jour, son mari a déménagé à Bamako et l'a appelée pour lui dire qu'elle ne devait plus se considérer comme sa femme. Depuis ce jour, il n'a plus pris soin ni d'elle, ni de leur fille, laissant Hawa seule prendre en charge les dépenses élevées des médicaments et autres visites d'hôpital.

L'histoire de Hawa reflète malheureusement la situation dont souffrent beaucoup de femmes au Mali lorsqu' il est mis fin à un mariage religieux. Quand le mari s'en va, la plupart des femmes se retrouvent sans rien et n'ont pas de revenu stable pour elles-mêmes et leurs enfants. La vie de ces femmes est bouleversée et la plupart des maris ne seront jamais tenus responsables de leurs actes. Il est évident pour tout le monde que quelque chose ne va pas et que des femmes comme Hawa et leurs enfants ne sont pas protégés.

En écoutant les témoignages de gens comme Hawa, est-il possible de comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans les systèmes judiciaires au Mali? Les Maliens le savent bien, c'est pourquoi nous leur en avons parlé. Ce rapport fait part de leurs pensées, de leurs préoccupations et de leurs vécus.

Table des matières

05-15 1. Les besoins de justice et l'outil de satisfaction
16-28 2. Réconciliation et Etat de droit
29-33 3. Les problèmes quotidiens des Maliens
34-38 4. Les conséquences des problèmes non résolus
39-48 5. Les principaux problèmes et les voies d'accès à la justice pour les Maliens
49-58 6. Zoom sur les problèmes fonciers
59-67 7. Zoom sur les problèmes d'emploi
68-80 8. Zoom sur les problèmes familiaux
81-83 9. Qu'y a-t-il d'autre dans les données et quelles en sont les limitations
84-98 10. L'utilisation des données pour réduire le fardeau des problèmes de famille, le divorce et la séparation comme une illustration
90-102 11. Les précieuses leçons données par la population du Mali

1. Les besoins de justice et l'outil de satisfaction

Qu'avons-nous appris des études et politiques précédentes

Le changement de centre d'intérêt : de la justice formelle vers le point réel d'application de la justice

La plupart des études antérieures sur l'état de la justice au Mali et ailleurs portent sur le cadre institutionnel et le contexte politique. Quelle est la législation en place? Quels sont les tribunaux existants? Comment la police, le parquet, les avocats et l'aide juridique sont-ils organisés? Telles sont les questions qui ont été explorées.
Les études des besoins juridiques menées dans 50 pays ont montré que la plupart des problèmes sont résolus à travers la négociation. Il existe un écart de courant relatif à l'information sur les conseils donnés par les amis et la famille ainsi que le rôle de l'autorité informelle au sein des communautés.

Fournir une évaluation à l'échelle nationale et ne pas se concentrer uniquement sur les zones urbaines

La majorité des études précédentes des besoins en matière de justice ont porté principalement sur les zones urbaines; les habitants des régions éloignées et difficiles d'accès sont souvent oubliés. Notre travail dans le domaine de l'innovation de la justice a démontré que même les collectivités les plus éloignées ont des systèmes en place dont peuvent s'inspirer les autres. La justice n'a pas de frontières et c'est souvent les systèmes les moins complexes qui donnent les meilleurs résultats. C'est de là que beaucoup de leçons peuvent être apprises.

Passer de la dénonciation de graves injustices à la résolution de problèmes majeurs affectant de nombreuses personnes

Les études des ONG ont tendance à se concentrer sur les violations individuelles des droits de l'homme, la corruption ou les conditions déprimantes dans les tribunaux ou dans les prisons. Ou elles demandent à la population sur leur degré de confiance aux juges et à leur indépendance. Bien que ces questions soient importantes, une attention est également nécessaire pour d'autres questions qui affectent de nombreuses personnes comme les conflits fonciers, les problèmes familiaux et les problèmes liés aux marchandises défectueuses. >>

Qu'avons-nous appris des études et politiques précédentes

>> **Passer d'une dimension de l'équité à l'écoute des vues plus sophistiquées sur ce qui est juste**

La plupart des études portant sur des besoins de justice se concentrent uniquement sur la question de savoir si les procédures sont satisfaisantes. Les chercheurs ont constaté que les populations font la distinction entre se faire respecter, avoir une procédure équitable et savoir à quoi s'attendre dans le cadre d'une procédure. Les gens veulent être entendus, traités avec plus de respect. Ils s'attendent également à des résultats plus justes et equitables, transparents, et qui assurent une bonne solution à leurs problèmes, qui soient acceptables et en mesure de fonctionner. C'est là que les progrès dans la recherche peuvent être effectués et mesurés.

Les politiques actuelles se concentrent sur l'amélioration des institutions formelles, mais il y a beaucoup à apprendre de la justice informelle | Les politiques ont tendance à améliorer les tribunaux, les lois et d'autres institutions officielles. L'impact sur l'Etat de droit n'a pas toujours donné des résultats escomptés, de nouvelles approches sont nécessaires.

Notre outil permet de mesurer le domaine de l'Etat de droit au Mai qui est notoirement difficile

L'approche

1. Elle porte sur la justice dans la vie des populations et la compréhension de leurs expériences dans la recherche de l'accès à la justice, aussi bien à travers les processus informels que formels.
2. Elle permet aux décideurs de se concentrer sur la justice quand et là où elle est nécessaire et plus. Les zones à problèmes sont mises en évidence par les citoyens, une véritable approche ascendante.
3. Elle fournit un outil basé sur des preuves. Cet outil peut soutenir le processus de prise de décision pour la programmation de l'aide au développement avec le secteur de l'Etat de droit.
4. Elle s'appuie sur les connaissances des citoyens sur ce qui fonctionne le mieux (les zones d'espoir).
5. Elle informe les utilisateurs et les fournisseurs sur les services de justice et permet aux premiers de savoir à quelle porte taper et quels services ils peuvent utiliser, tout en aidant les fournisseurs à améliorer leurs services.
6. Elle offre une alternative rentable pour le suivi des progrès dans le secteur de la justice. Une approche standardisée et reproductible conduira à: des économies d'échelle; une réduction des coûts d'exploitation; une augmentation de l'efficacité (temps et ressources économisés); une réduction des risques opérationnels et permet l'analyse comparative (benchmarking) à travers le pays.

Afin de comprendre les problèmes de justice au Mali, 110 questions ont été posées aux populations

Voici ci-dessous des exemples de questions réelles posées aux citoyens:

Dans quelle mesure (échelle de 1-5) …

…le processus vous a frustré?

…le processus vous a mis en colère?

…étiez-vous en mesure d'exprimer votre point de vue et vos sentiments au cours du processus de règlement des différends?

…les mêmes règles ont-elles été appliquées de manière équitable à vous et à l'autre partie?

…le processus de règlement des différends était-il fondé sur des informations précises?

…la personne chargée de résoudre le différend a-t-elle expliqué en profondeur vos droits et options pendant le processus et fait en sorte que vous ayez compris?

…était-il important pour vous que la répartition/ le partage corresponde à ce que vous méritiez?

L'equité par rapport aux voies d'accès à la justice

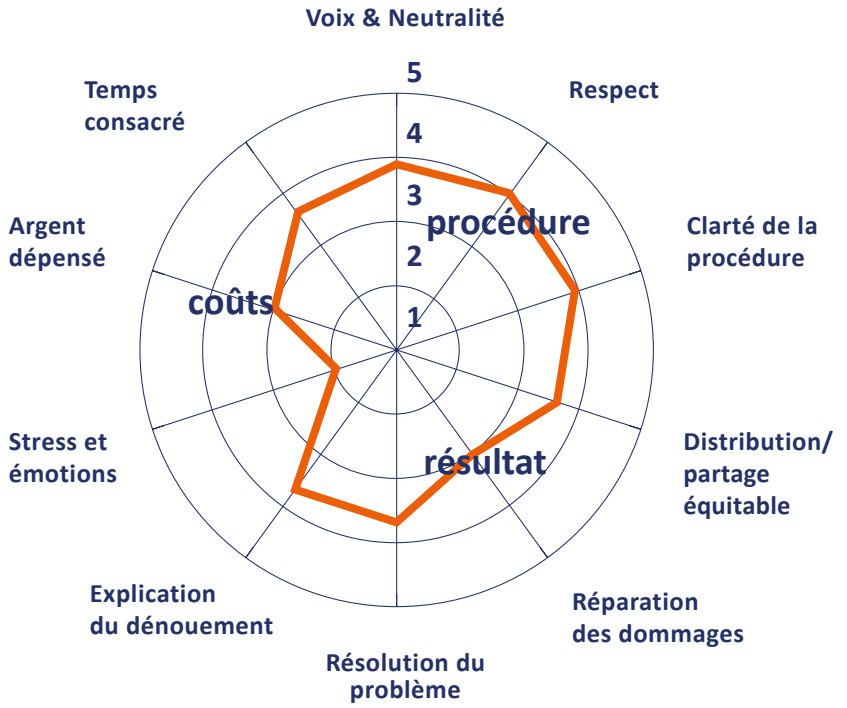
Les citoyens utilisent les processus formels et informels pour résoudre leurs problèmes juridiques. Dans notre méthodologie, les processus de justice couramment appliqués sont appelés voies d'accès à la justice. HiiL mesure chaque voie d'accès à la justice en demandant aux personnes qui les utilisent environ 10 indicateurs faciles à comprendre. De cette façon, nous mesurons la justice de la base vers le sommet.

Pour chaque voie d'accès à la justice, nous traçons les dimensions de la justice dans une toile d'araignée. Sur l'échelle, le chiffre 1 signifie mauvais et 5 signifie bon.

Les coûts de la justice

- Les coûts monétaires: les coûts complémentaires pour les frais de justice, de voyage, les conseillers
- Les frais liés au temps: le temps consacré à la recherche d'informations, à assister aux audiences, aux voyage
- Le stress et les émotions négatives >>

Par exemple



>> La qualité de la procédure

- Voix & Neutralité: le contrôle des processus, le contrôle de la décision, la neutralité, l'application cohérente des règles
- Respect: le respect, la politesse, une communication appropriée
- La clarté de la procédure: explication à temps des procédures et des droits

La qualité du résultat

- La répartition équitable: la répartition est équitable selon les besoins, l'équité et les critères d'égalité
- La réparation des dommages: une juste compensation pour les dommages monétaires, le préjudice émotionnel et les dommages aux relations
- La résolution du problème: dans quelle mesure le problème est résolu et le résultat a été appliqué
- Explication du résultat: dans quelle mesure les personnes concernées ont accès à l'information sur les résultats

Méthodologie de la recherche

Enquête

Sous ensemble de la population malienne
8300 enquetés (57% d'hommes; 43% de femmes) choisis au hasard
Enquêtes réalisées entre mars et avril 2014

Les thèmes comprenaient

- Les problèmes
- Les conseils
- La voie vers la justice
- La résolution
- L'équité
- La réconciliation

Atelier

Feedback venant des juges, des OSC & autres principales parties prenantes

Validation des résultats de l'enquête

Feedback venant d'éminents activistes de la Société Civile

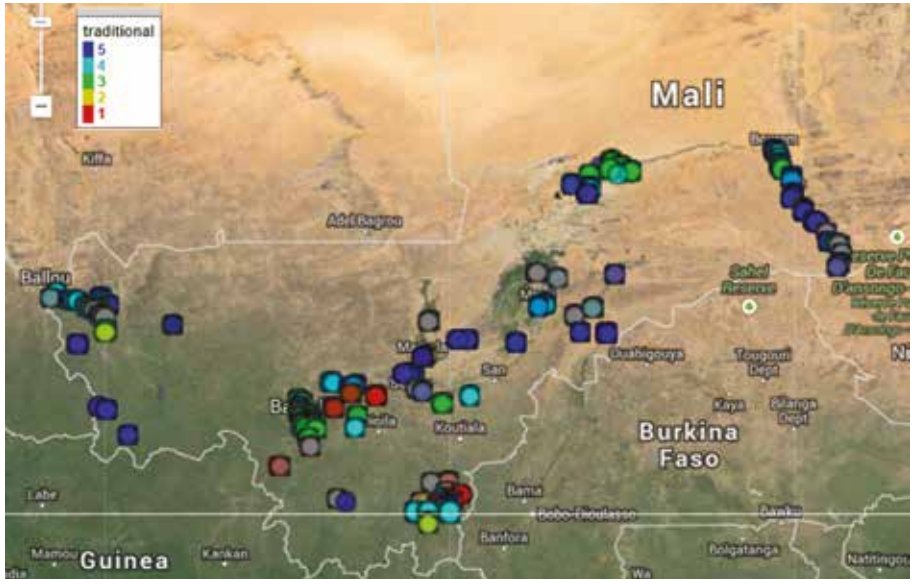
Interviews

Feedback venant des interviews

Validation des résultats de l'enquête

Les technologies mobiles simplifient la collecte des données et aident la programmation des décisions de justice

- Les technologies mobiles ont la capacité de fournir de nouveaux éclairages sur des ensembles de données existantes. Les visualisations intelligentes permettent de découvrir rapidement les tendances.
- Les besoins de justice peuvent être liés à des zones spécifiques, ce qui permet une meilleure compréhension des relations entre les problèmes, les gens, les communautés et les institutions.
- Les données visualisées font ressortir les meilleures pratiques au sein des régions, pratiques qui peuvent être appliquées ailleurs. Les meilleures pratiques sont les plus utiles si elles proviennent d'un contexte similaire.
- Les informations sur les zones spécifiques permettent aux interventions de la justice d'être plus ciblées et d'offrir un meilleur rapport qualité-prix.
- Les technologies mobiles et les timbres-GPS améliorent le contrôle de qualité du processus de collecte des données.



Critères de sélection

Les données ont mis en évidence 91 différents problèmes de justice au Mali dans 14 catégories. Cela correspond aux relations clés qui affectent le bien-être économique et social.

Quand nous avons posé des questions sur la criminalité, c'était par rapport au fait d'être victime de crime.

Le présent rapport explorera trois de ces problèmes de justice en profondeur.

Les critères de sélection que nous avons appliqués pour choisir les problèmes de justice sont les suivants:

- Les problèmes se produisent-ils fréquemment au Mali?
- Y a-t-il une dimension claire du problème propre au genre?
- Les meilleures pratiques et les protocoles éprouvés sont-ils disponibles?
- Est-il possible de réaliser rapidement des résultats positifs ?

Les problèmes sélectionnés concernent

- Le foncier
- L'emploi
- La famille

2. Réconciliation et Etat de droit

by EC/ECHO/Anouk Delafortrie is licensed under CC BY 2.0
(https://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/)

l'importance de la réconciliation

Nous avons d'abord demandé aux enquêtés ce qu'ils pensent de la justice et de la réconciliation après les violations présumées du droit international, du droit pénal et des droits de l'homme en 2012 et 2013.

HiiL est d'avis que l'importance de la réconciliation pour le Mali ne peut pas être sous-estimée. Les processus de réconciliation définiront les bases d'une société malienne inclusive basée sur les piliers de l'Etat de droit et l'obligation de rendre compte.

"Nous devons donner une voie aux demandes et attentes de la population, et la demande de la population est très claire: elle cherche à mettre un terme à la situation actuelle, une solution qui créera un environnement pacifique et sûr et qui leur permettra de poursuivre leurs vies."

- John Ging, directeur des opérations au Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires, Juin 2014

Les problèmes de justice de Fatimata, tels qu'elle nous les a raconté:

La nuit où le fils de Fatimata - un soldat – a disparu, il avait dit à sa mère qu'il était de garde à l'entrée du camp. Aux alentours de minuit, il a téléphoné à sa maman pour lui demander d'envoyer une voiture le chercher parce qu'il se cachait quelque part aux alentours de l'Hippodrome. Plus tard, alors qu'il était incarcéré au camp de Kati, Fatimata a réussi à parler plusieurs fois avec son fils, sans jamais pouvoir le voir. Fatimata ne s'était jamais doutée que c'était les dernières conversations téléphoniques qu'elle allait avoir avec son fils.

Quelques mois après la disparition de son fils, l'auteur du coup d'Etat a été arrêté dans sa maison dans le centre ville de Bamako. Il y a une forte suspicion que c'était lui qui avait donné l'ordre de tirer sur les soldats, dont le fils de Fatimata. Une semaine après cette arrestation, les autorités ont découvert 21 corps de soldats dans un puits près de Kati. Fatimata attend toujours les résultats des tests d'ADN pour déterminer qui ils étaient.

Ce que Fatimata veut par dessus tout, c'est qu'il y ait un procès pour qu'elle puisse voir face-à-face la personne qui a tué son fils chéri. Elle veut aussi des funérailles officielles pour ceux qui sont morts, comme un signe de reconnaissance de l'État. La plupart de ceux qui sont morts, comme son fils, avaient combattu les rebelles dans les trois régions du nord: Tombouctou, Gao et Kidal. Il est inimaginable pour Faitimata que son fils et les autres soldats soient tués de sang froid par leurs propres frères d'armes. En s'exprimant haut et fort, en se battant pour la justice, la vie de Fatimata est devenue un cauchemar. Elle a été menacée et elle ne peut plus aller dans sa maison pendant la journée, de crainte d'être vue. Elle vit maintenant dans la semi clandestinité et n'entre dans sa maison que tard dans la nuit afin de voir ses petits-enfants. Mais elle ne peut jamais rester longtemps car elle a peur d'être découverte. **Tout cela fait que Fatimata est plus que jamais déterminée à traduire les responsables de la mort de son fils en justice.**

Prévention des conflits dans le futur

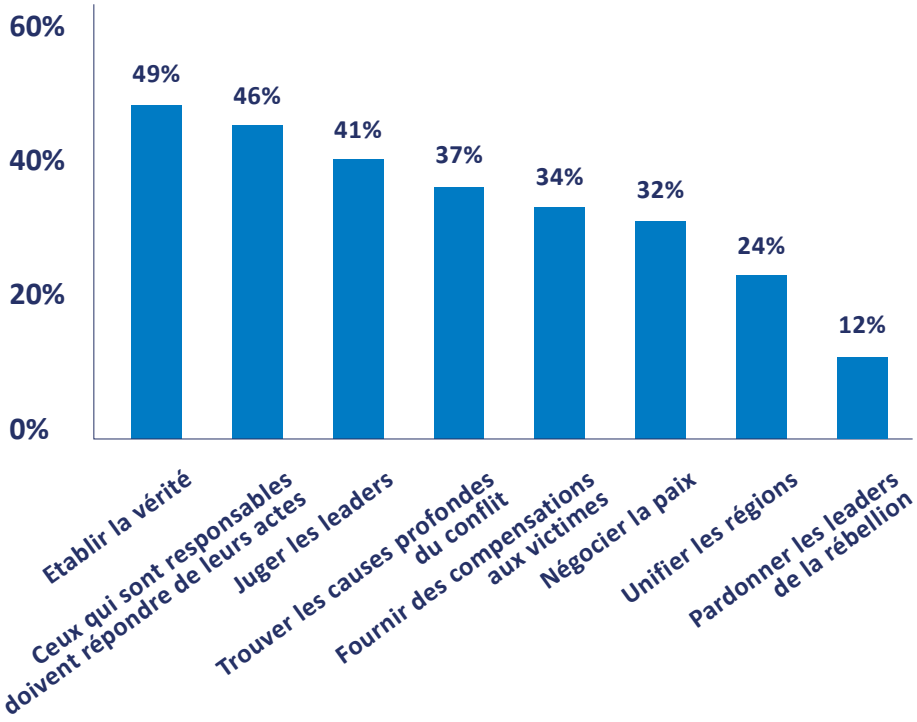
Ce qui est important après la crise de 2012?

Les Maliens veulent savoir ce qui s'est réellement passé. Ils sont impatients de connaître la vérité (49%). Les Maliens veulent que les personnes responsables des atrocités rendent des comptes (45,7%) et que les leaders soient traduits en justice (40,5%).

Une analyse plus poussée a démontré que:

- Les femmes sont un peu plus enclines à soutenir la paix, à pardonner et à accorder des compensations. Les hommes veulent voir établir la vérité et traduire les leaders de ces atrocités devant les tribunaux.
- Les zones urbaines sont un peu plus en faveur des efforts de paix, tandis que les zones rurales voudraient voir plus d'apaisement dans la région.

Comment devons-nous faire pour prévenir des conflits dans le futur?



Options pour compenser les victimes

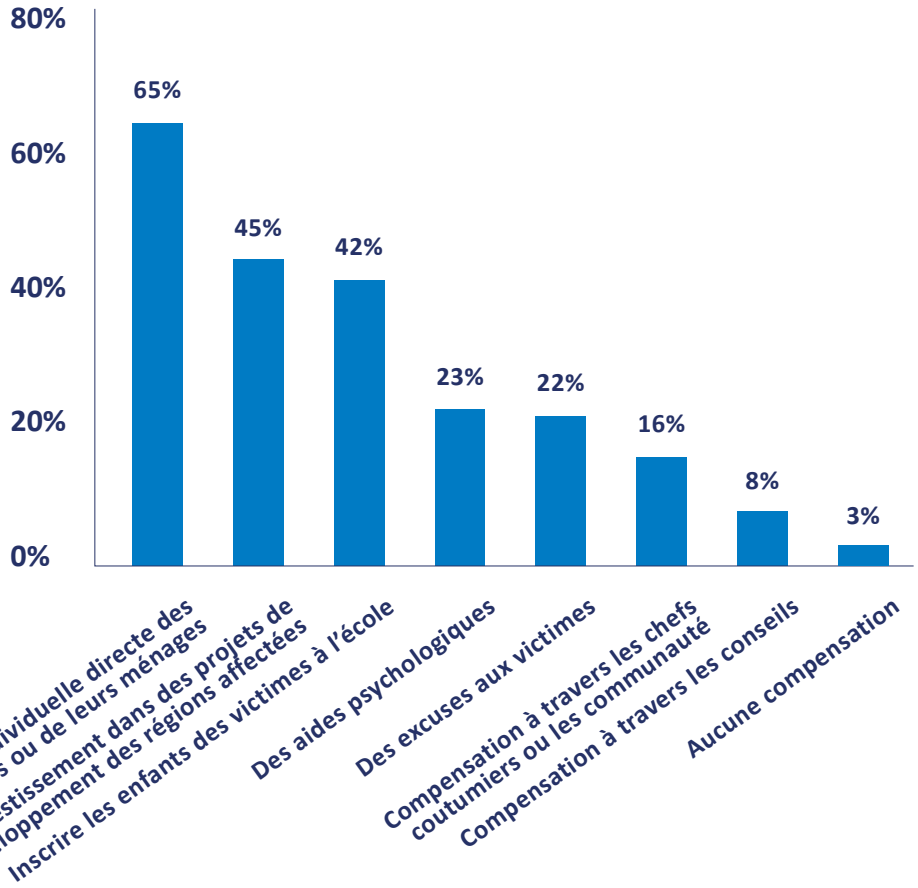
Comment indemniser les victimes?

65% des Maliens pensent que la meilleure manière d'indemniser les victimes de la crise de 2012 est de le faire directement. Pour 45% d'entre eux, investir dans des projets de développement locaux est la meilleure option. 42,5% trouvent qu'offrir une bonne éducation aux enfants des victimes est la meilleure des options.

Une analyse plus poussée a démontré que:

- Les zones urbaines sont plus en faveur de l'indemnisation des victimes, de l'investissement dans le développement, dans la scolarisation, pour les aveux publics et l'aide psychologique.
- Les femmes sont plus en faveur des excuses publiques aux victimes et pour la scolarisation des enfants des victimes.

Quelle sont les meilleurs options pour compenser les victimes des évènements récents d'occupation et de conflit au Nord du Mali?

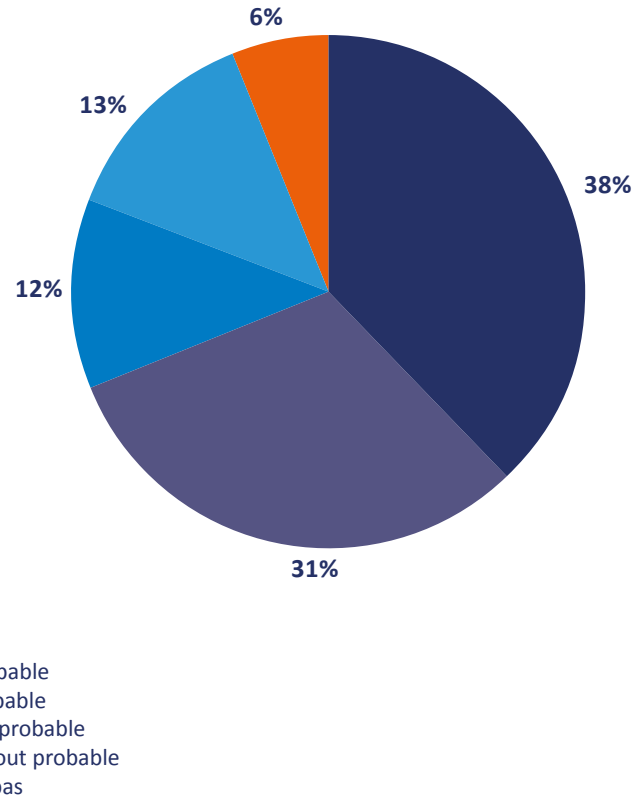


La Commission Vérité, Justice et Réconciliation

Connaissez-vous la Commission Vérité, Justice et Réconciliation?

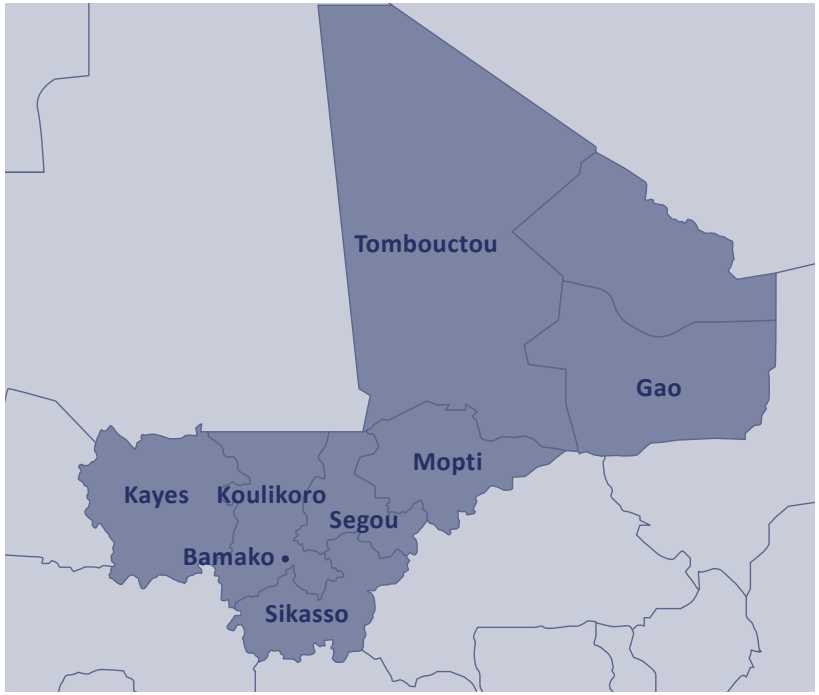
Les Maliens sont au courant de l'existence de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (57%).

Pensez-vous qu'il est probable que la Commission Vérité, Justice et Réconciliation puisse promouvoir la réconciliation nationale et une paix durable au Mali?

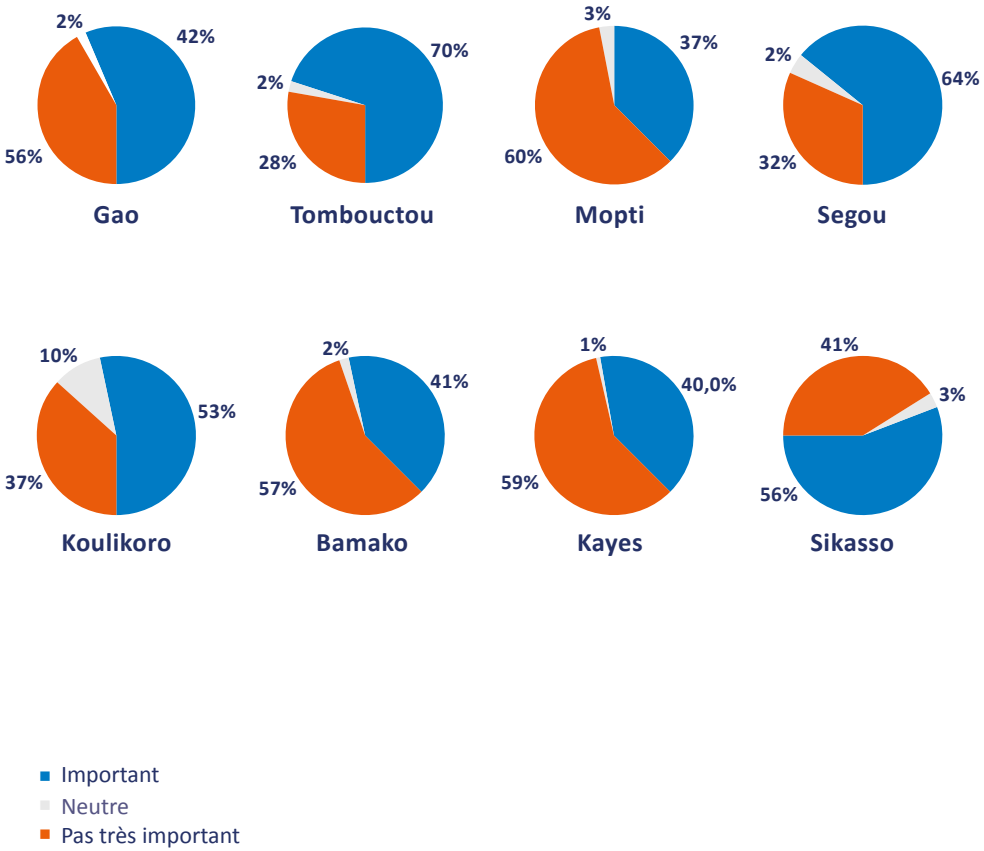


La Commission Vérité, Justice et Réconciliation

Il existe des différences régionales claires quant à savoir si le gouvernement doit signer un accord avec les rebelles dans le Nord. Alors que les régions de Tombouctou, Gao, Koulikoro, Ségou et Sikasso sont favorables à l'idée, les enquêtés de Bamako, Kayes et Mopti ont trouvé la question insignifiante.

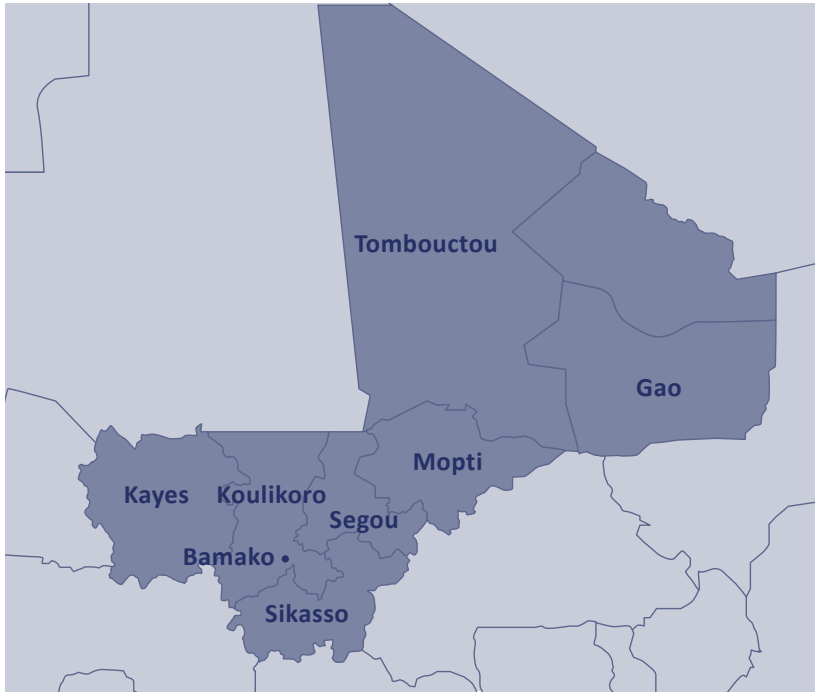


Est-il important de signer un accord avec les rebelles?

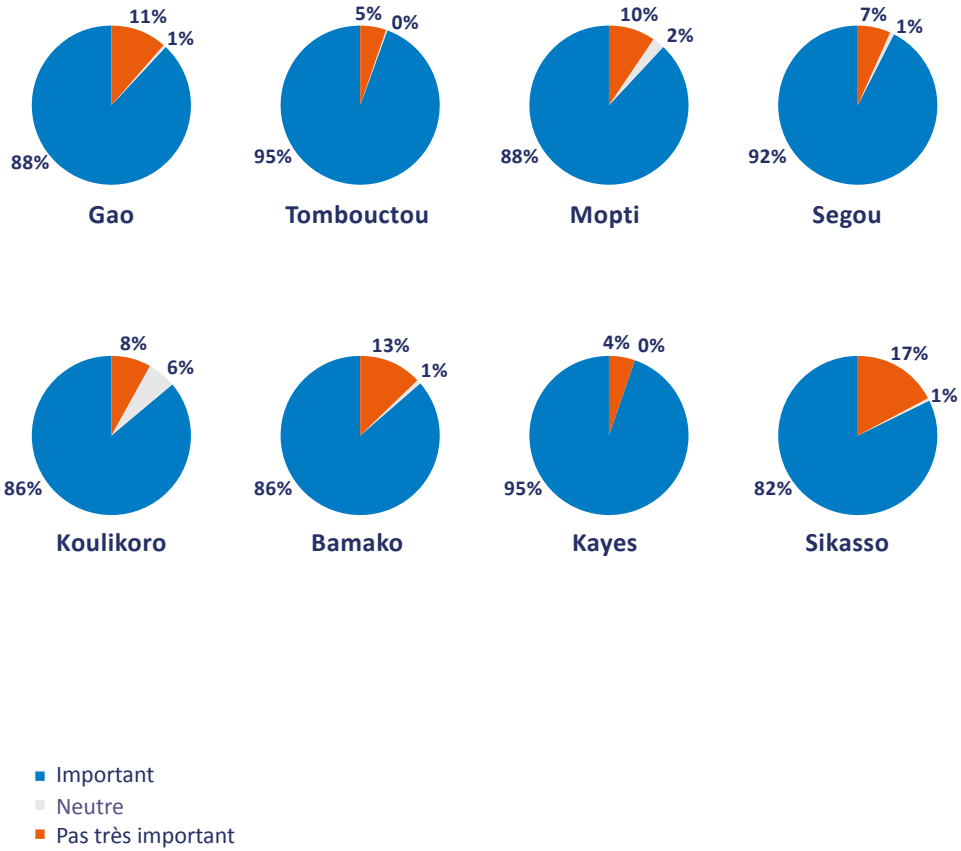


Poursuivre en justice les auteurs des crimes

La majorité des personnes sondées croient qu'il est très important de poursuivre les auteurs des crimes de 2012. Les pourcentages sont plus élevés à Tombouctou (94%), Kayes (94%) et Gao (88%). Les personnes interrogées des zones urbaines sont généralement plus en faveur des poursuites judiciaires.

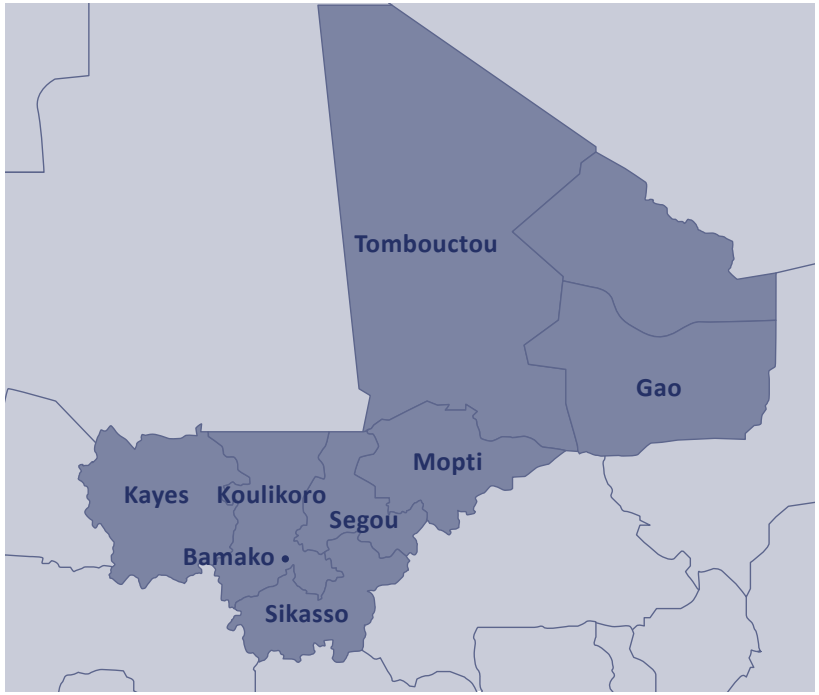


Combien est-il important de poursuivre en justice les auteurs des crimes de 2012?

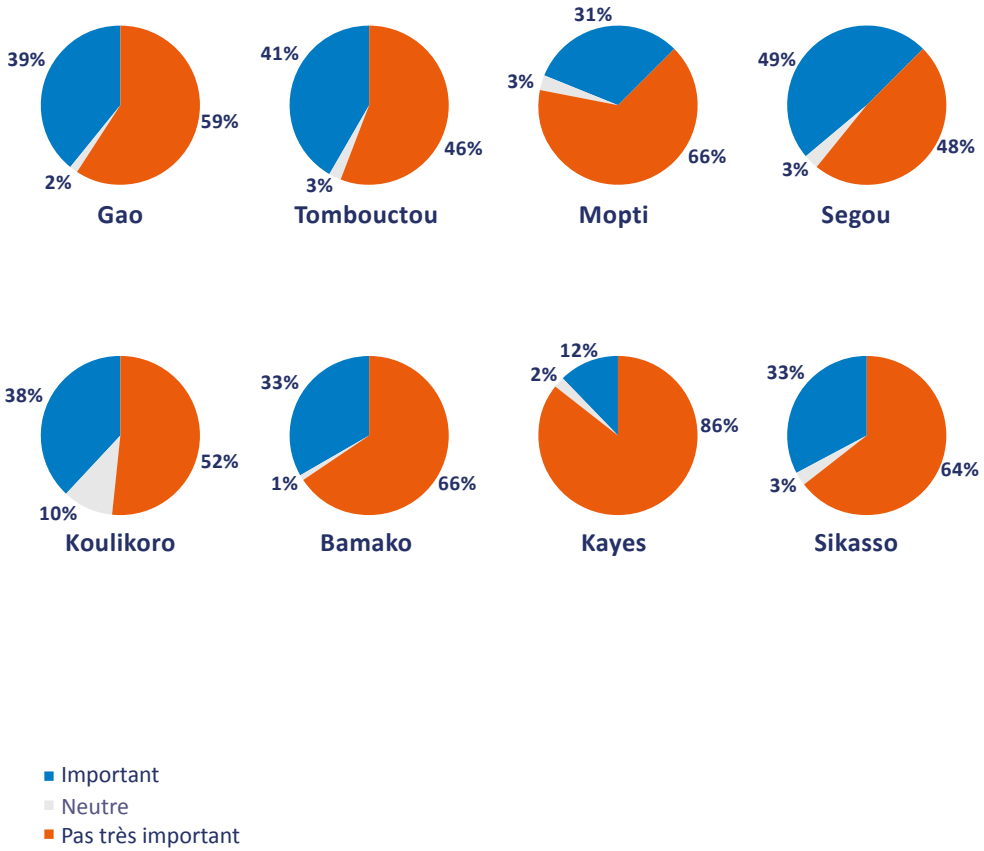


Pardonner les auteurs?

La plupart des enquêtés ne croient pas qu'il soit important de pardonner les auteurs. Il est intéressant de noter que les populations de Tombouctou (41%) et Ségou (48,5%) sont plus enclines à pardonner. Dans d'autres régions 30-40% sont prêts à envisager une amnistie.



A quelle point il est important de pardonner pour les crimes commis en 2012 et continuer?



Quelques conclusions s'imposent

La première priorité pour le peuple du Mali dans le domaine de la justice transitionnelle et la réconciliation est que **la vérité soit rétablie.** Une deuxième priorité non moins importante est que **ceux qui sont responsables des atrocités et des violations des droits humains rendent des comptes.** Trouver les causes profondes du conflit a également été jugée importante. L'indemnisation des victimes est également une priorité claire, mais elle vient clairement après le rétablissement de la vérité et le fait de rendre des comptes.

Il y a de la place pour des amnisties. En fait, il semble qu'il y a un peu plus de place pour ce type d'approche dans les régions proches du conflit que dans les régions plus éloignées.

En ce qui concerne l'indemnisation des victimes, il y a une nette préférence pour **l'indemnisation directe des victimes et de leurs familles** (65%). Cependant, **l'investissement dans des projets de développement dans les régions touchées** (45%) et **l'accès à la scolarisation** pour les victimes (42%) sont aussi considérés comme de bons mécanismes de compensation. **L'aide psychologique** est également jugée importante (23%).

La **Commission Vérité, Justice et Réconciliation** n'est pas encore bien connue. Beaucoup de travail de sensibilisation reste encore à faire dans ce domaine. Il est également clair que les **attentes sont grandes** et que la Commission doit maintenant montrer qu'elle peut **commencer ses travaux** et obtenir des résultats. Ce rapport et les travaux réalisés par d'autres (voir Afro baromètre ci-dessous), ont fourni une base solide pour plus de politiques fondées sur des données probantes et la résolution de problèmes.

Tout effort de justice transitoire et de réconciliation devra prendre en considération **les différences régionales** ainsi que **les différences entre les zones urbaines et rurales, entre les hommes et les femmes.** Elles concernent, par exemple, la signature d'un accord avec les rebelles, >>

Quelques conclusions s'imposent

>> les priorités pour les indemnisations, la volonté de pardonner, etc.

Notre enquête confirme la plupart des conclusions du rapport d'Afro baromètre: ***Perceptions populaires des cause et conséquences du conflit au Mali (Moussa Coulibaly, 2014).***

Le problème de justice d'Adama, tel qu'il nous l'a raconté

Le frère d'Adama, qui était âgé de 22 ans, était impliqué dans les «événements» de 2012 entre bérets rouges et bérets verts. Il avait rejoint l'armée en 2007. Dans la nuit du 30 avril 2012, pendant les événements, Adama a essayé de contacter son frère à plusieurs reprises, mais sans succès. Craignant le pire, Adama a, les jours suivants, cherché son frère dans les hôpitaux, les morgues et les camps militaires. Mais tous les efforts d'Adama pour retrouver son frère sont restés vains. En fait, il n'a plus jamais revu son jeune frère. Actuellement, un juge d'instruction est en charge de l'affaire, cherchant à savoir ce qui est arrivé au frère d'Adama et aux autres depuis cette nuit fatidique. À la suite des recherches sur les portés disparus, les parents de victimes ont mis en place une association. Adama et les autres membres de l'association essayent de traduire en justice les responsables. Deux ONG ont mis à leur disposition six avocats pour les soutenir dans leur cas. Il s'agit de l'AMDH (cinq avocats) et d'Amnesty International (un avocat).

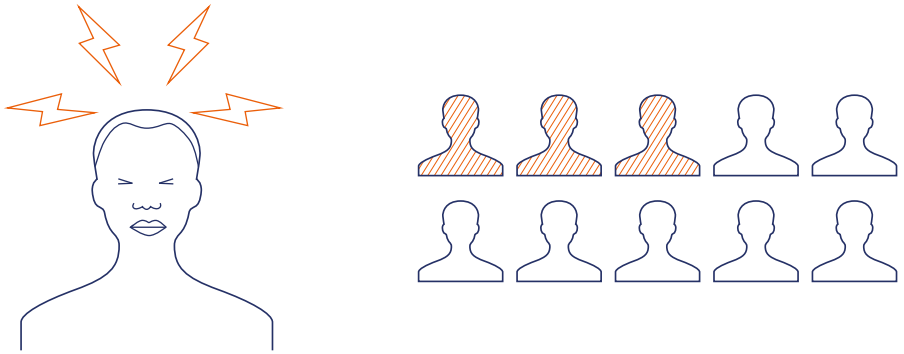
"Nous vivons dans un Etat de droit. Ceux qui ont tué nos proches n'ont pas pensé à cela. Mais c'est ce même Etat de droit, cette même justice que nous avons l'intention d'utiliser pour faire en sorte qu'ils rendent compte de ce qu'ils ont fait. Nous nous attendons également au paiement de dommages-intérêts pour la perte de nos frères et fils".

3. Les problèmes quotidiens des Maliens

MAMA

Besoins de justice

Problèmes de justice quotidiens



30% des Maliens interrogés ont connu un ou plusieurs problèmes de justice dans les 4 dernières années.

Plusieurs problèmes de justice

Les enquêtés qui ont rapporté au moins un problème ont dû faire face en moyenne à **2,15 problèmes** dans les 4 dernières années, soit 1 problème sérieux chaque 2 ans. Les besoins de justice apparaissent quand les gens ont besoin de protection pour la défense de leurs intérêts importants. Des exemples de besoins de justice sont, par exemple, le divorce, les litiges fonciers, le vol ou la violence domestique.

Comparativement à d'autres pays, les Maliens rapportent moins de besoins en matière de justice

Canada 2009
45% des Canadiens interrogés avaient eu un grave besoin de justice. Les problèmes de consommateurs concernant les litiges sur les factures et les désaccords par rapport à la collecte de l'argent ont été le plus souvent signalés.

Kazakhstan 2011
Une étude de l'Open Society's Justice Initiative indique que 56% des enquêtés ont connu des besoins de justice. Les problèmes liés à l'emploi, aux services médicaux et les différends de consommateurs étaient les cas les plus fréquents des besoins de justice.

Indonésie 2013
Une étude de HiiL a constaté que 16% des enquêtés des cinq provinces indonésiennes ont connu un ou plusieurs problèmes. La petite criminalité, les infractions administratives et les problèmes liés à l'argent étaient les trois problèmes les plus fréquemment rencontrés.

Pays-Bas 2013
Une étude de HiiL a mis en relief que 46% de la population néerlandaise a connu un ou plusieurs problèmes dans les 4 dernières années. Les problèmes individuels les plus fréquemment cités étaient: l'achat de biens matériels défectueux, le montant de l'impôt foncier et les problèmes de consommation liés aux services d'entretien des maisons.

Yemen 2014
Une étude de HiiL a constaté que 94% des Yéménites ont connu un ou plusieurs problèmes de justice dans les 4 dernières années. La criminalité, les litiges fonciers et de voisinage étaient les problèmes judiciaires les plus fréquents.

Quand les Maliens discutent justice – de quoi parlent-ils?

4. Les conséquences des problèmes non résolus

Les effets des problèmes de justice non résolus sur les citoyens

L'effet domino de chaque problème de justice non résolu d'un citoyen malien comprend:

- Des nuits blanches et de nombreuses périodes de stress
- Il est démontré que 25% des problèmes de justice conduisent à des ennuis de santé.
- Les économistes ont démontré que ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus: ils éprouvent souvent de l'insécurité à la maison (crime, violence domestique); ils ne sont pas conscients de leurs droits fonciers et de logement (terres agricoles); et les plus pauvres ont le moins de sécurité en matière d'emploi.
- Les études ont confirmé que l'insécurité juridique conduit à une baisse des investissements dans les ménages, les entreprises et les compétences spécialisées nécessaires pour obtenir de meilleurs emplois
- Les dollars et heures consacrés à la protection contre la criminalité ou l'extorsion de fonds, ne seront donc pas investis dans l'éducation, l'assainissement ou les soins de santé

Les crises nationales, comme les événements de 2012, ont eu des impacts sur les personnes. Les problèmes de justice individuels, quand ils ne sont pas résolus, peuvent s'aggraver jusqu'au niveau national. Les études ont montré que les sentiments d'injustice prolongés peuvent être un catalyseur de la violence et finalement conduire à un manque de confiance aux gouvernements*. Il est important d'éviter que cela se produise, car ces sentiments, s'ils ne sont pas traités, ont le potentiel de perturber les grands progrès que le Mali a accomplis en vue de renforcer les fondements de l'Etat de droit.

*** "World Bank. 2011. World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development. World Bank."**

Chaque problème de justice qui est prévenu ou résolu a une contribution directe et positive sur le PIB et sur le développement humain du Mali*.

Les améliorations pour faire face aux problèmes de justice ont des répercussions positives sur tout le processus de développement.

Cela conduit à:

- Plus d'équité dans les relations familiales
- Une meilleure éducation
- Une amélioration de la productivité des terres et de l'agriculture
- L'amélioration des conditions de logement
- Un gouvernement local plus sensible aux attentes de la population
- Plus de personnes encore échappant à l'extrême pauvreté

Par conséquent, les gouvernements et les organisations de la société civile du monde entier cherchent à réformer les systèmes judiciaires et introduisent des piliers de l'Etat de droit dans leurs objectifs et programmes. Malheureusement, beaucoup de ces initiatives de réforme n'ont pas donné les résultats escomptés.

*** Commission on Legal Empowerment of the Poor (2008), Making the law work for everyone, 2 vols. (I; New York: United Nations Development Programme)**

L'Etat de droit demeure toujours un domaine difficile pour démontrer le succès des interventions

Sur quoi devons-nous concentrer nos efforts? Devons-nous:
Renforcer les systèmes basés sur la médiation des griots? Renforcer les tribunaux informels dans les villages? Former les juges? Leur fournir des ordinateurs? Embaucher plus de procureurs encore? Mettre en place des fonds d'aide juridique? Construire des centres de justice communautaire? Sponsoriser des émissions radiophoniques?

Et comment pouvons-nous savoir si nos efforts ont été couronnés de succès? Serait-ce:
Quand plus de juges et de procureurs ont été déployés? Quand il y a eu plus de jugements? Quand il y a plus (ou moins) de personnes en prison? Quand il y a plus de prise de conscience des droits? Quand il y a de meilleurs classements en matière d'indices de gouvernance internationale?

Les experts conviennent que l'incapacité à montrer des progrès rapides et des résultats mesurables est en train de devenir un obstacle majeur pour accéder ou rester dans la zone de l'État de droit.

5. Les principaux problèmes et les voies d'accès à la justice pour les Maliens

Les catégories et problèmes individuels

Catégories de problèmes*

- **37%** Foncier
- **26%** Criminalité
- **25%** Emploi

Problèmes individuels

- **11%** Vols
- **6.6%** Propriété/l'utilisation des terres
- **5.9%** Difficultés d'accès des enfants a l'éducation
- **5.8%** Les différends sur l'eau pour irrigation
- **4.4%** Les différends avec les voisins sur les limites des droits de passage ou accès a la propriété
- **4.2%** L'accaparement des terres

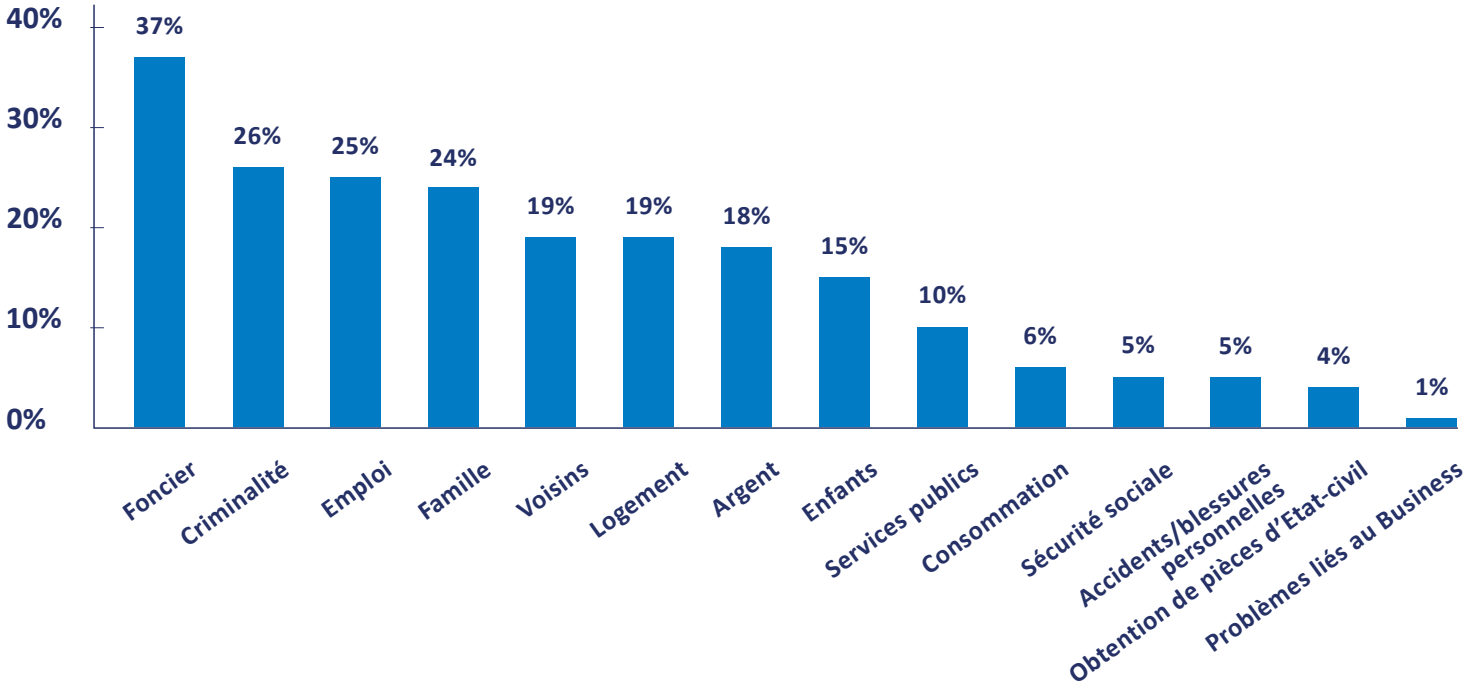
Les problèmes de justice ont été regroupés en 14 catégories. L'équipe a demandé aux enquêtés par rapport à 6 types de problèmes de criminalité comme le vol, le viol, la violence etc.

Lorsque les problèmes ont été regroupés dans leurs catégories, il est devenu évident que le foncier, la criminalité et les problèmes d'emploi sont les plus grandes catégories de problèmes.

*** Les catégories de problème se composent de plusieurs problèmes individuels**

Quels sont les problèmes de justice auxquels sont confrontés les Maliens?

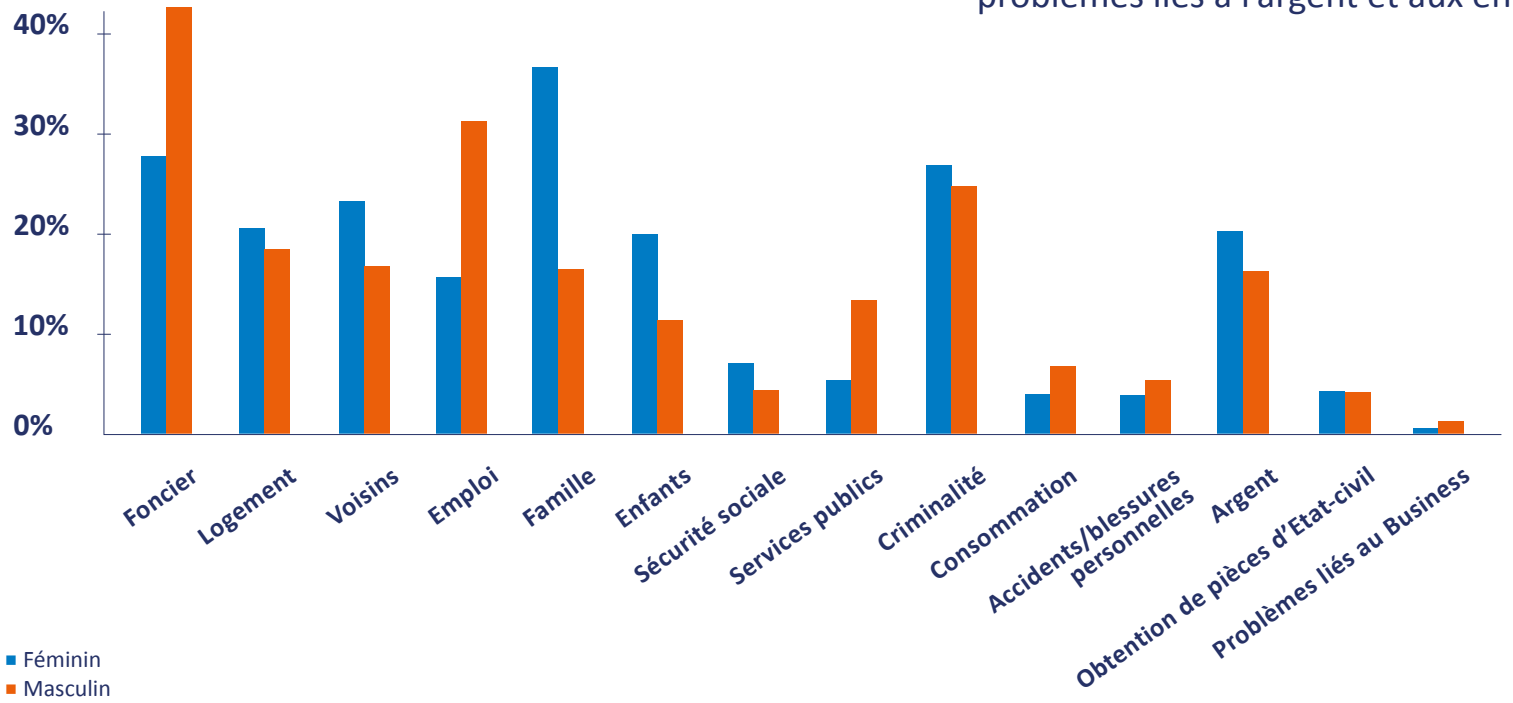
Catégories de problèmes



Hommes – femmes: les problèmes les plus fréquents?

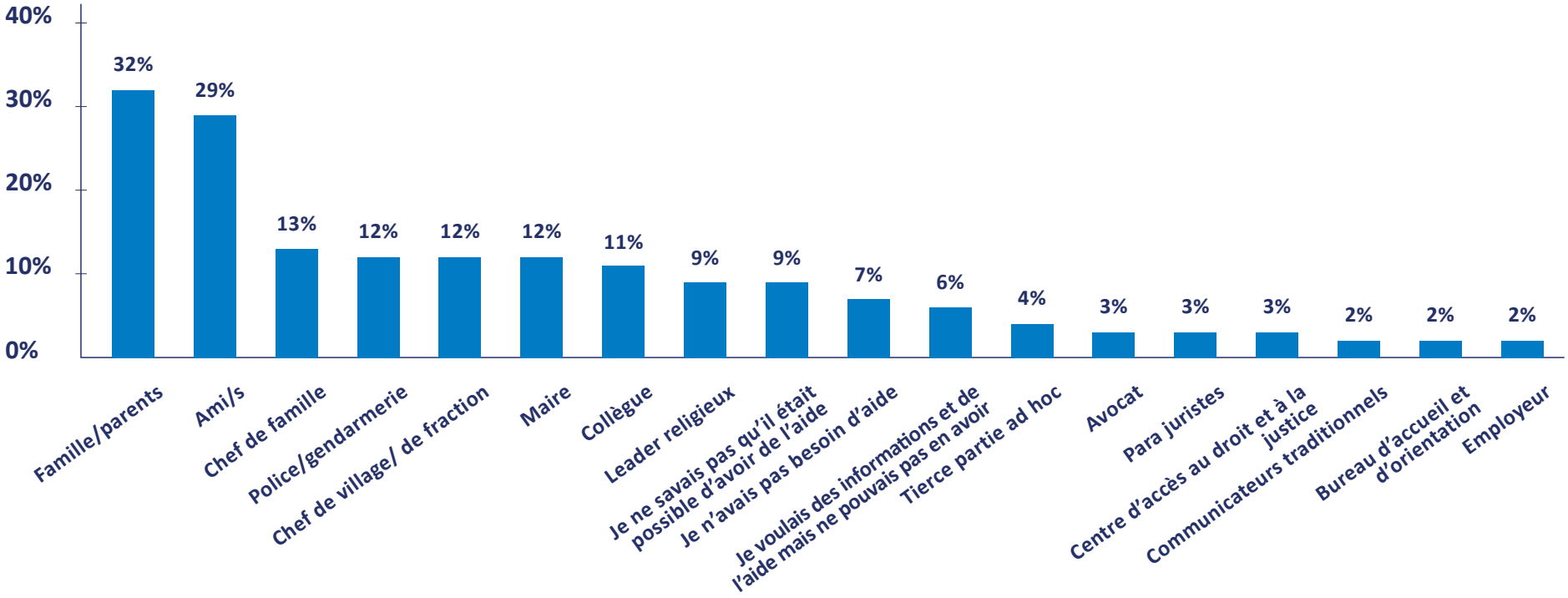
Catégories de problèmes

Les problèmes fonciers, de criminalité et d'emploi sont les trois problèmes les plus fréquents que les hommes au Mali rencontrent. Bien que les problèmes fonciers et les crimes soient également répandus chez les femmes, les questions liées à la famille sont les plus courantes pour elles. Les femmes connaissent également plus de problèmes liés à l'argent et aux enfants que les hommes.



Beaucoup de Maliens ne savent pas où trouver la bonne information

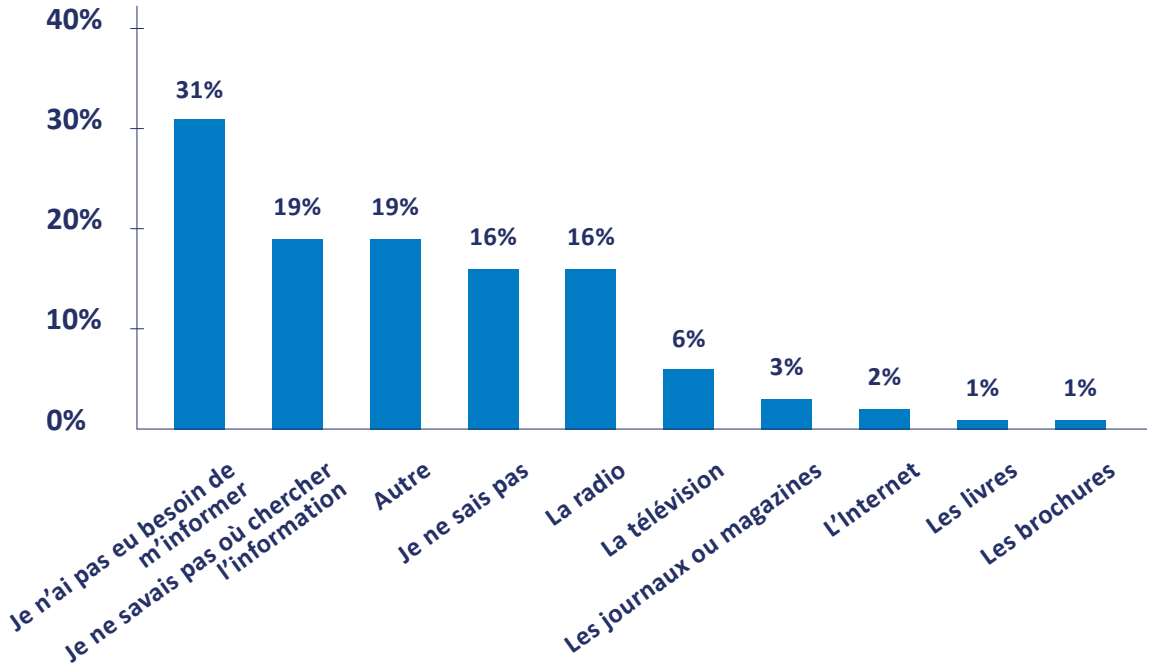
Quelle personne ou organisation vous a fourni des informations ou donne des conseils par rapport au votre problème?



Le pouvoir de la communauté est dominant au Mali. Nos données montrent que les Maliens ayant des problèmes de justice demandent des informations auprès de la famille (32%), des amis (29%) et des chefs de famille (13%).

Beaucoup de Maliens ne savent pas où trouver la bonne information

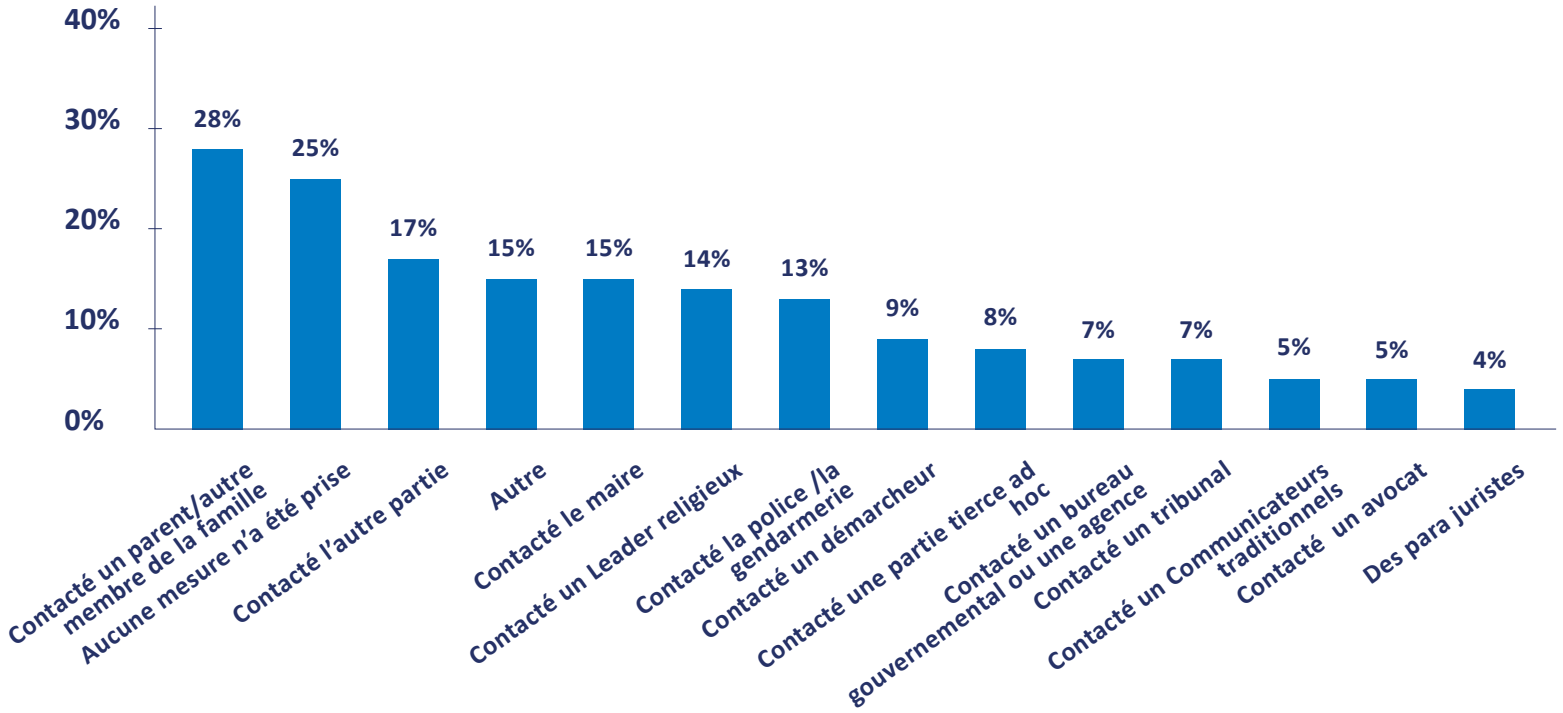
Les sources d'information



Beaucoup de Maliens (19%) ne savaient pas ce qu'il fallait faire quand un problème se posait car ils ignorent comment trouver l'information pertinente. Une grande partie des enquêtés ne pensaient pas qu'ils avaient besoin d'être informés (30%).

Le manque d'information conduit à l'inaction

Qu'avez-vous fait pour résoudre votre problème?



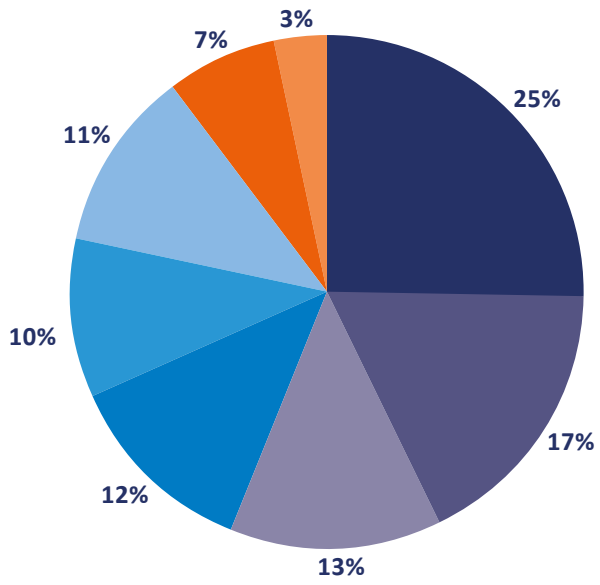
La majorité des Maliens (75%) qui font face à un problème de justice sont proactifs et comptent sur leur famille (28%) pour leur fournir des informations appropriées. Toutefois, nous avons constaté que près de 25% ne faisaient rien pour résoudre leurs problèmes.

Le manque d'information conduit à l'inaction

Les systèmes judiciaires ont été conçus pour effacer les différences de pouvoir entre les parties. Il est intéressant de noter que près de 17% ont été découragés par le statut puissant de l'autre partie. Ce résultat est préoccupant.

Une grande majorité (25%) de ceux qui n'ont pas réglé leurs problèmes de justice ne savaient que faire. Il y a un besoin évident d'améliorer la fourniture de l'information juridique.

Quelle était la raison pour laquelle aucune action n'a été prise?

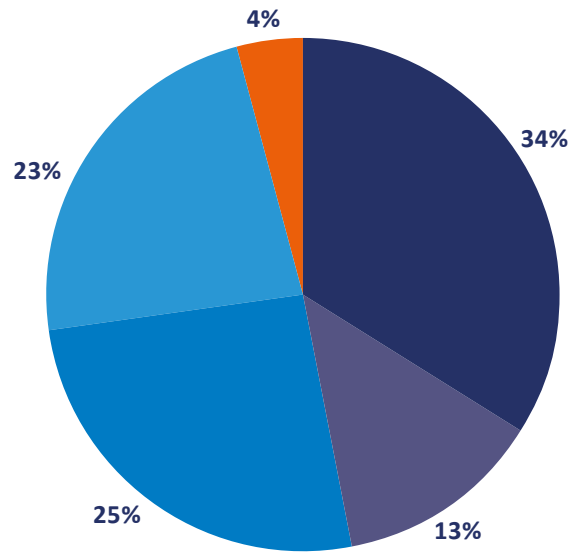


La voie vers la justice

Avez-vous trouvé la solution?

Les données ont montré que seulement un quart des personnes estiment que leur problème a été complètement résolu. Ce qui est encore plus frappant, c'est que 23% ont déclaré qu'ils ont renoncé à trouver une solution à leurs problèmes. Cela donne à penser que les gens ne reçoivent pas de solutions adéquates à leurs problèmes.

Votre problème a-t-il été résolu?



6. Zoom sur les problèmes fonciers

Les besoins de justice des villageois qui tentent de récupérer leurs terres, tels qu'ils nous les ont raconté

Le père de M. Diallo s'est vu accorder 200 hectares de terres par les autorités coloniales. Après la mort de son père, M. Diallo a commencé à user de son influence au sein de l'administration et du système judiciaire pour s'accaparer 600 hectares de terres supplémentaires. En 2012, il a été en mesure d'user à nouveau de son influence pour mettre en prison les personnes qui s'opposent à ses ambitions, à savoir l'ensemble du conseil de village.

Les principaux moyens de subsistance des habitants du village sont l'agriculture, la pêche et l'élevage. En substance, l'accaparement des terres par M. Diallo a mis l'existence même des populations en cause. Actuellement, M. Diallo s'est donné le droit de mettre le bétail des habitants en fourrière si ces derniers s'aventurent à faire paître leurs animaux sur « ses terres ». Les villageois doivent alors payer un montant de 3000 FCFA par animal pour récupérer le bétail mis en fourrière.

Les villageois craignent que le conflit ne dégénère encore davantage et conduise à plus de violence si aucune solution n'est trouvée rapidement. Il y a quelques semaines, un garçon a laissé son bétail paître sur des terres du voisinage quand il reçut l'ordre de l'un des fils de M. Diallo de conduire ses animaux dans la fourrière de ce dernier. Ayant refusé, le garçon a été battu et ligoté.

Face aux ambitions de M. Diallo, les villageois ont cru dans un premier temps qu'il était possible de parvenir à un accord avec ce dernier sans l'intervention de la justice formelle. C'est pourquoi ils ont envoyé de nombreuses délégations de haut niveau, comprenant des imams, des cadis et les anciens du village à M. Diallo pour négocier en leur nom. En vain. Ils ont dû finalement demander les services d'un avocat. Leur dernier espoir est que, en fin, la justice prévale et qu'ils puissent récupérer leurs terres.

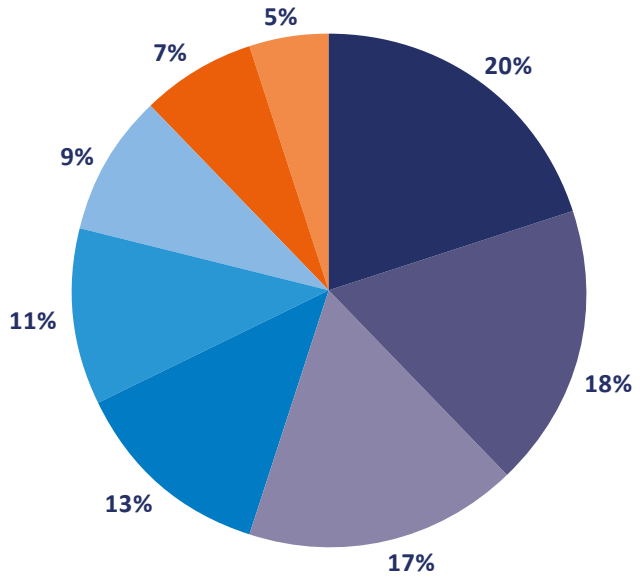
Les litiges fonciers sont le plus souvent avec les voisins et concernent les droits de propriété

La terre est l'un des biens les plus importants dans la vie des populations. La sécurité dans l'exploitation des terres ainsi que des droits de propriété clairs permettent aux gens d'utiliser les terres agricoles de manière plus productive et d'investir dans leurs maisons. L'accès à la terre est l'un des piliers de l'autonomisation juridique.

Les litiges fonciers surviennent dans le monde entier. Les meilleures pratiques pour résoudre les litiges fonciers sont disponibles et peuvent être intégrés dans ce qui fonctionne déjà au Mali.

Les données démontrent que 20% de tous les conflits fonciers sont liés à des litiges avec des voisins sur les délimitations. 18% des cas concernent la propriété foncière.

Quel le problème foncier auquel vous êtes confroté?



Quand les Maliens discutent de questions foncières, de quoi parlent-ils?

Les désaccords concernant les terres impliquent souvent d'autres membres de la famille. Le mot **accaparement** est souvent mentionné par les personnes interrogées lorsque l'on parle des questions foncières. Les autres problèmes qui apparaissent sont liés aux droits fonciers, de passage et d'accès.

Les problèmes fonciers demandent beaucoup de temps et d'argent et tendent à être très difficiles à résoudre. Les précieuses ressources utilisées pour la résolution des litiges fonciers ne peuvent malheureusement pas être utilisées pour des activités plus productives, comme l'agriculture ou la création d'une entreprise. Comme le témoignage des villageois le montre, certains de ces litiges fonciers peuvent dégénérer en violence.

Les problèmes causent beaucoup de stress et d'émotions négatives

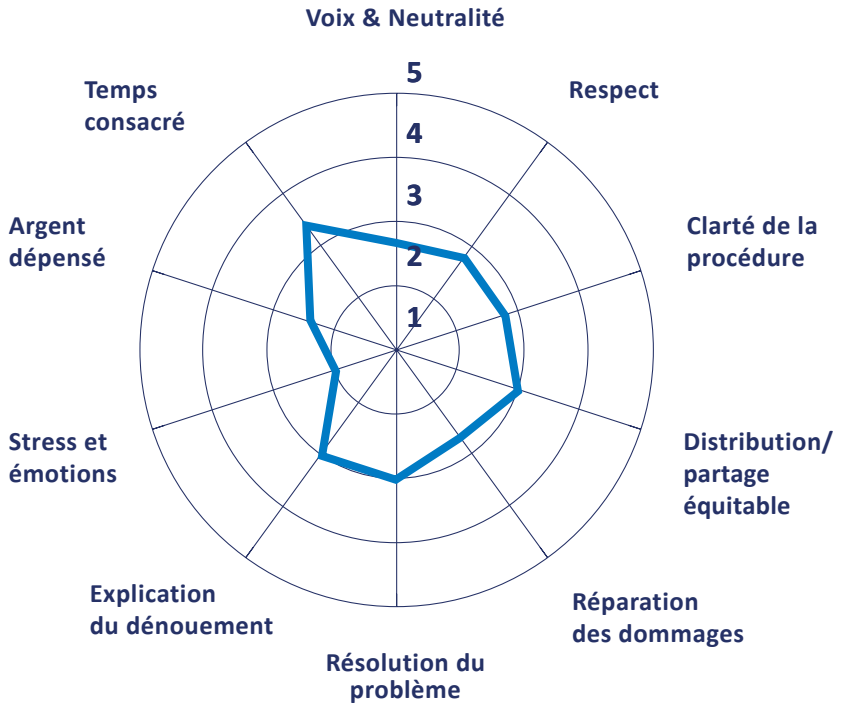
Comment les Maliens évaluent-ils les voies existantes d'accès à la justice pour des problèmes fonciers?*

Concernant les litiges fonciers, les Maliens donnent des notes très faibles pour ce qui est de la voix, du respect, de la clarté des procédures et une meilleure réparation des dommages.

Faire prévaloir/imposer la justice dans les litiges fonciers est un défi pour beaucoup de Maliens : le stress et les émotions sont forts. En outre, les données ont montré que le prix à payer pour la résolution des problèmes fonciers est très élevé.

*** La figure comprend les processus formels et informels de résolution des conflits**

Dimensions de la justice- foncier

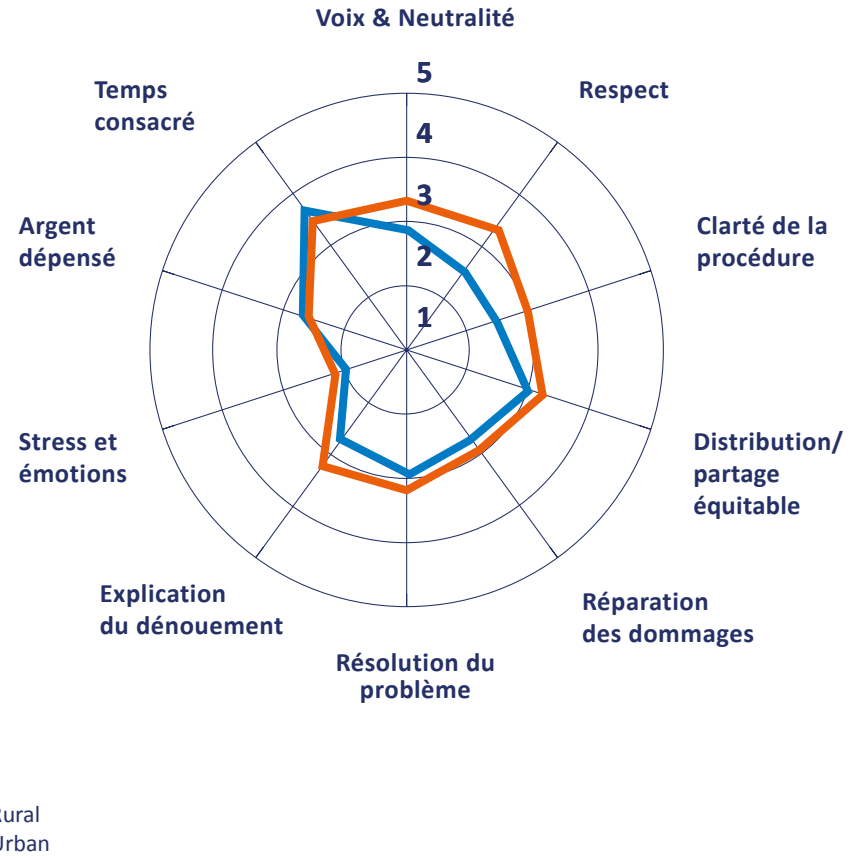


Les problèmes causent beaucoup de stress et d'émotions négatives

Des différences sont apparentes entre les zones urbaines et rurales.

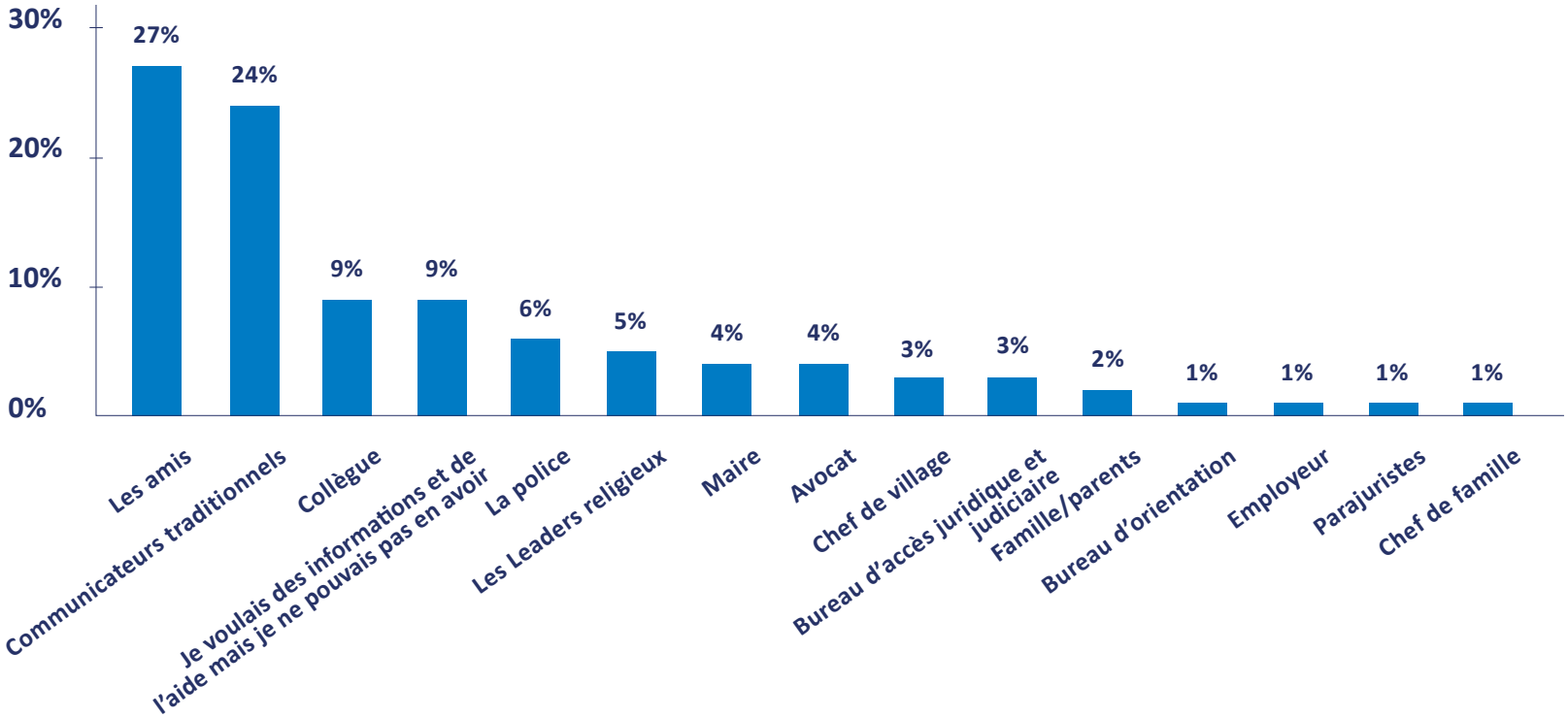
Les notes sont plus faibles dans les zones rurales, ce qui signifie que l'évaluation donnée au processus de résolution est plus négative.

Dimensions de la justice- foncier



Les Maliens cherchent des informations et des conseils pour la plupart auprès d'institutions informelles

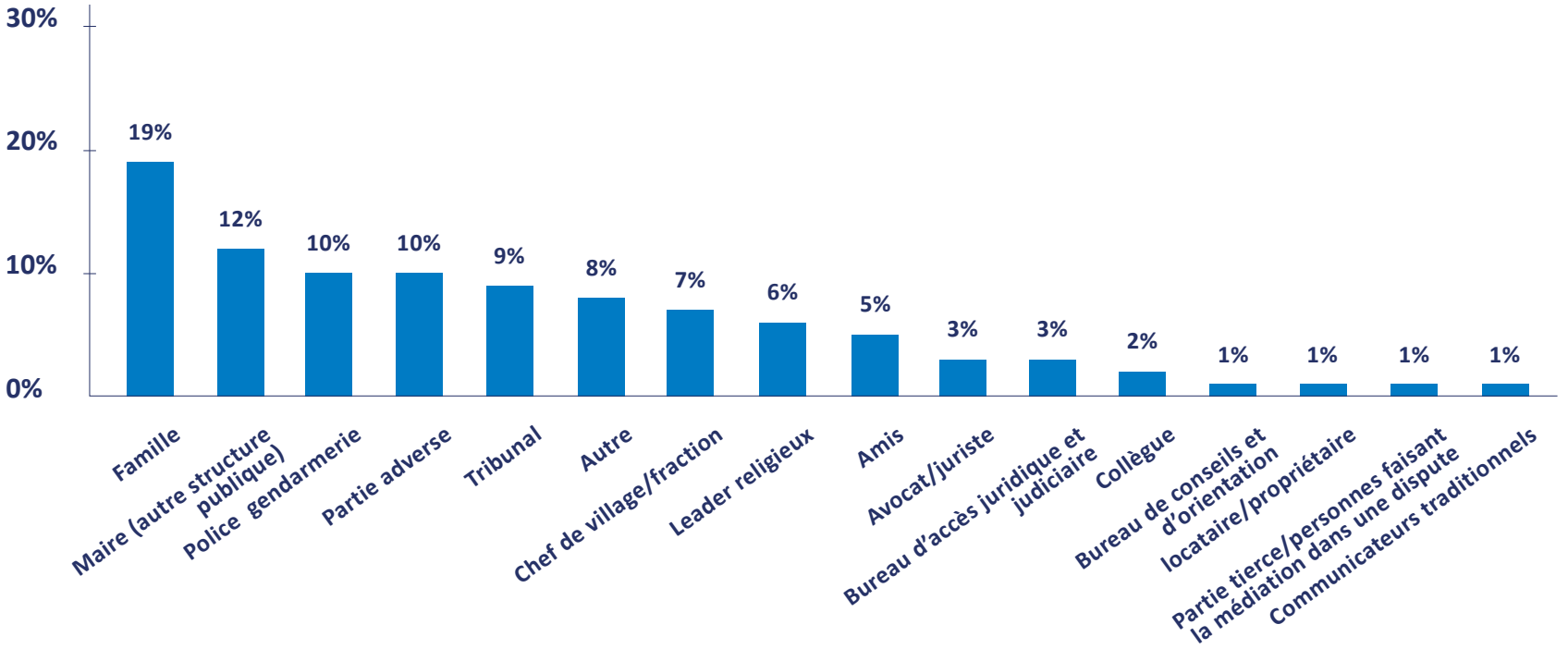
Les sources d'information



La plupart des gens trouvent que les amis (27%) et les communicateurs traditionnels (24%) sont les sources d'information et de conseils les plus utiles.

Les Maliens cherchent des informations et des conseils pour la plupart auprès d'institutions informelles

Mécanismes de règlement

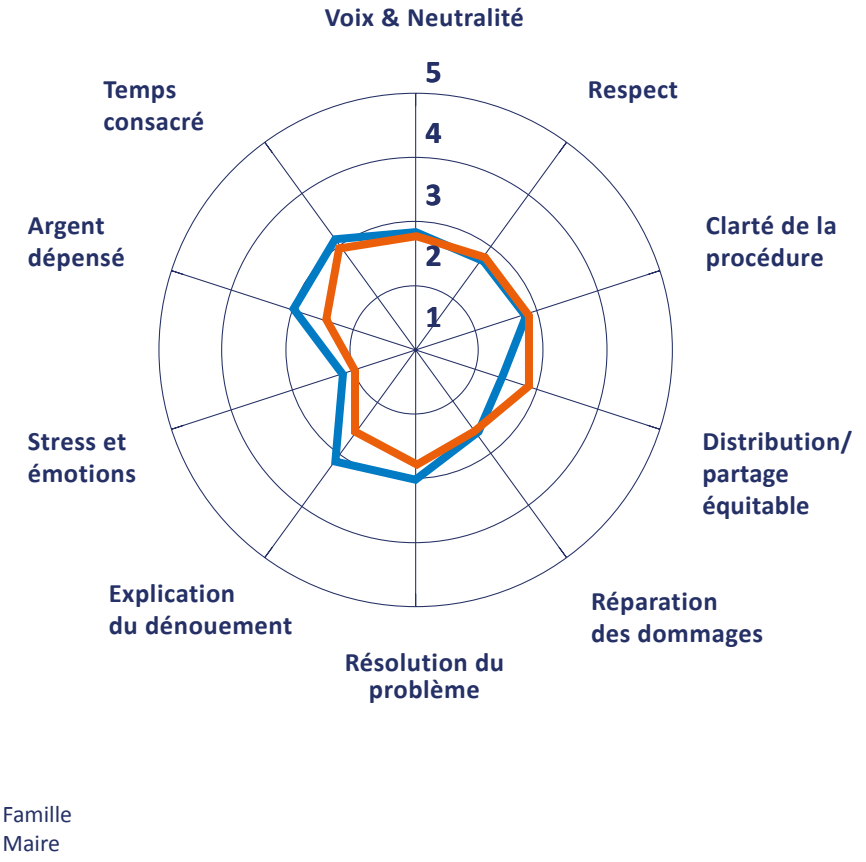


La famille (19%), les maires (12%) et la police (10%) sont les plus importants mécanismes de règlement des différends pour faire face à des litiges fonciers.

Dimensions de la justice - Comparer les rôles de la famille et des maires dans la résolution des problèmes fonciers

Aussi bien la famille que les maires ont des points forts et faibles: les maires coûtent plus cher et la procédure est plus stressante. En outre, les maires ne sont pas toujours capables d'expliquer le résultat et de résoudre le problème. D'autre part, les enquêtés ne trouvent pas qu'ils obtiennent une juste répartition lorsque les membres de famille sont impliqués.

Dimensions de la justice- resolution foncier



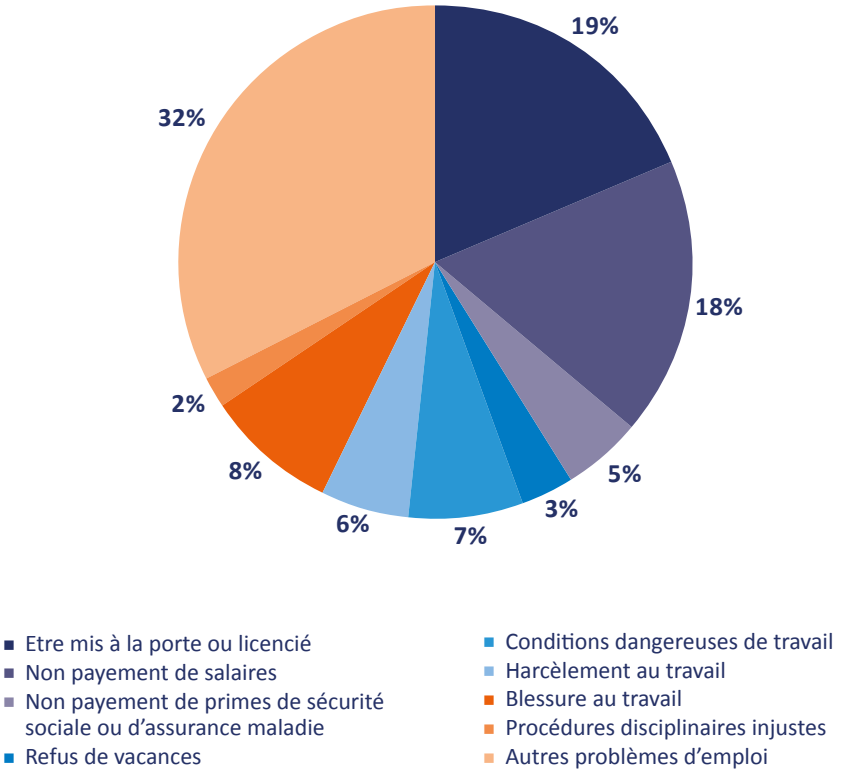
7. Zoom sur les problèmes d’emploi

MoneyGram

Les Maliens cherchent des informations et des conseils pour la plupart auprès d'institutions informelles

Quand les gens parlent des problèmes avec leurs employeurs, il est souvent question de licenciement ou des problèmes de salaires non reçus. Les mot **licenciement, salaire, payement** et **accident** sont fréquemment mentionnés.

Quel est le problème d'emploi auquel vous êtes confronté?



Le témoignage de Baba, tel qu'il nous l'a raconté

Baba est âgé de 54 ans. Il est marié et père de 5 enfants. En 2001, les travailleurs de la Société minière où il travaillait se sont mis en grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail. La direction de l'entreprise désapprouvait la grève et a engagé une plainte officielle contre les travailleurs.

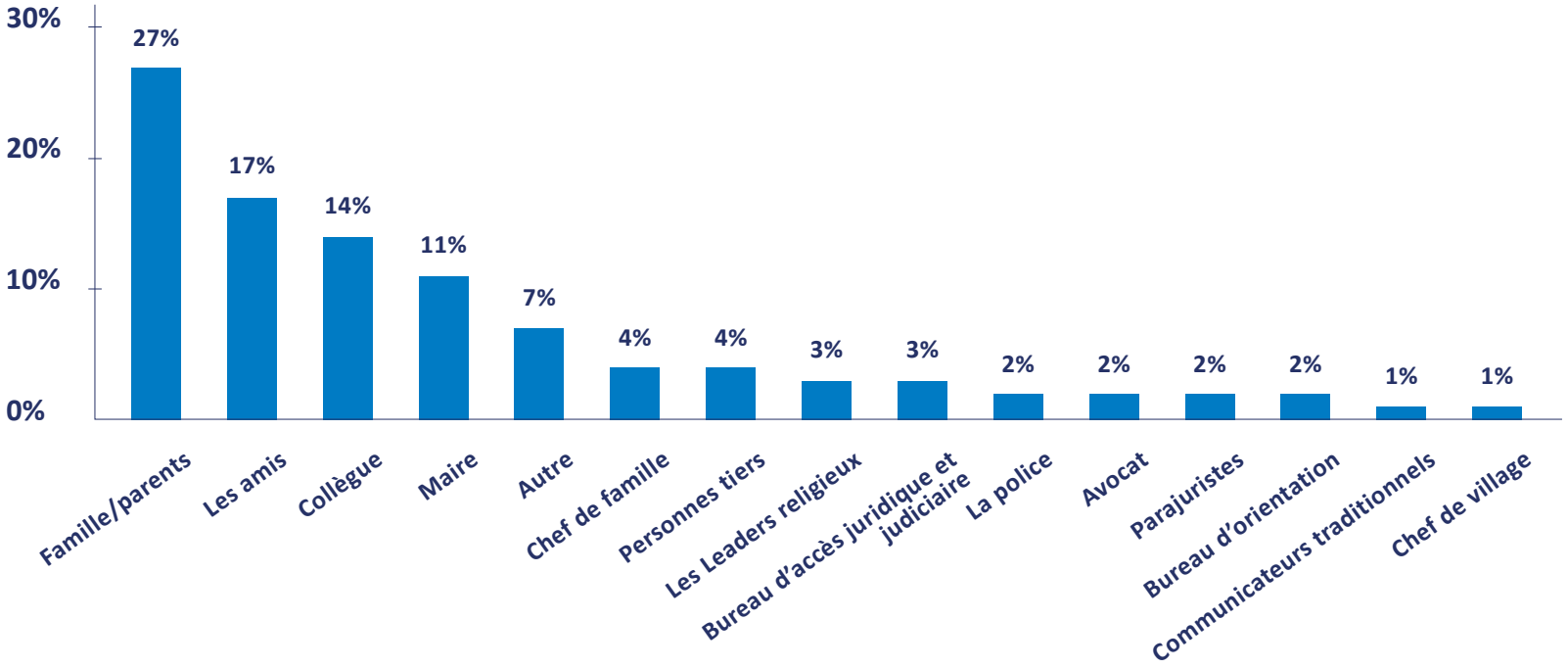
L'Inspection du Travail, devant lequel les employés ont porté l'affaire, a élaboré un protocole d'accord - signé par les parties- selon lequel les travailleurs peuvent reprendre leur travail. Malgré ce protocole d'accord, l'employeur a suspendu les 21 leaders syndicaux pour trois mois. A la fin des 3 mois, les syndicalistes, dont Baba, ont été tout bonnement licenciés.

Sur instruction de la Cour suprême à laquelle les travailleurs avaient fait appel et sur la base du protocole d'accord signé par les deux parties, la Cour d'appel a jugé que l'entreprise devait payer des dommages-intérêts aux employés licenciés. Ainsi, le tribunal de première instance de Kayes a condamné l'employeur à verser la première partie des dommages, un montant de 172 millions de francs CFA. Pour aggraver les choses, l'avocat que les employés avaient engagé, n'a donné à chaque travailleur que 1 million et a gardé le reste pour lui-même. L'impact de toute cette situation a été catastrophique pour Baba, ses collègues et leurs familles.

Lorsque Baba a réussi à trouver un autre emploi dans une autre mine, son ancien employeur a informé son nouveau patron que Baba est un syndicaliste, donc un fauteur de troubles. Il a été congédié immédiatement. Comme il ne pouvait pas payer son loyer à Kayes, lui et sa famille ont été chassés de la maison qu'ils louaient.

Où cherche-t-on l'information et la solution aux problèmes d'emploi?

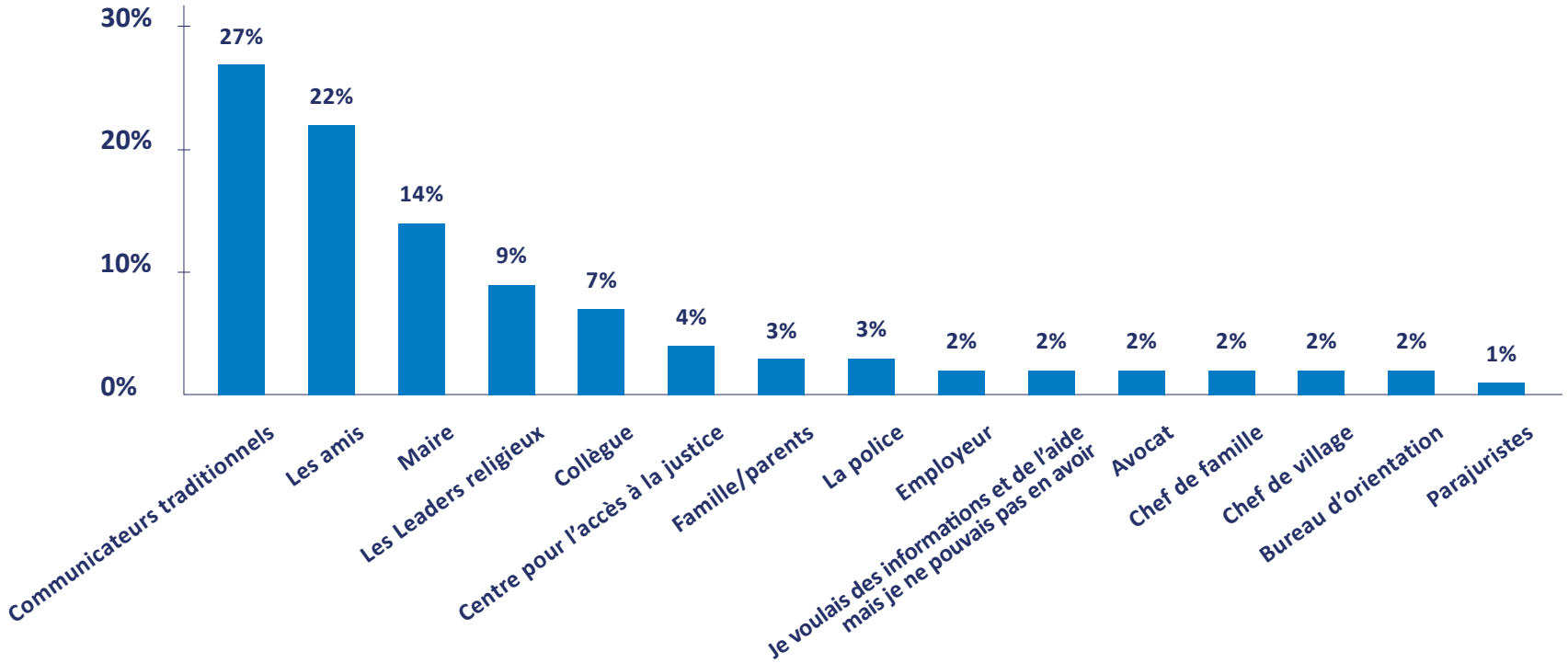
Processus pour résoudre le problème



Les familles et les parents sont souvent des acteurs importants dans le processus de résolution des conflits.

Où cherche-t-on l'information et la solution aux problèmes d'emploi?

Information



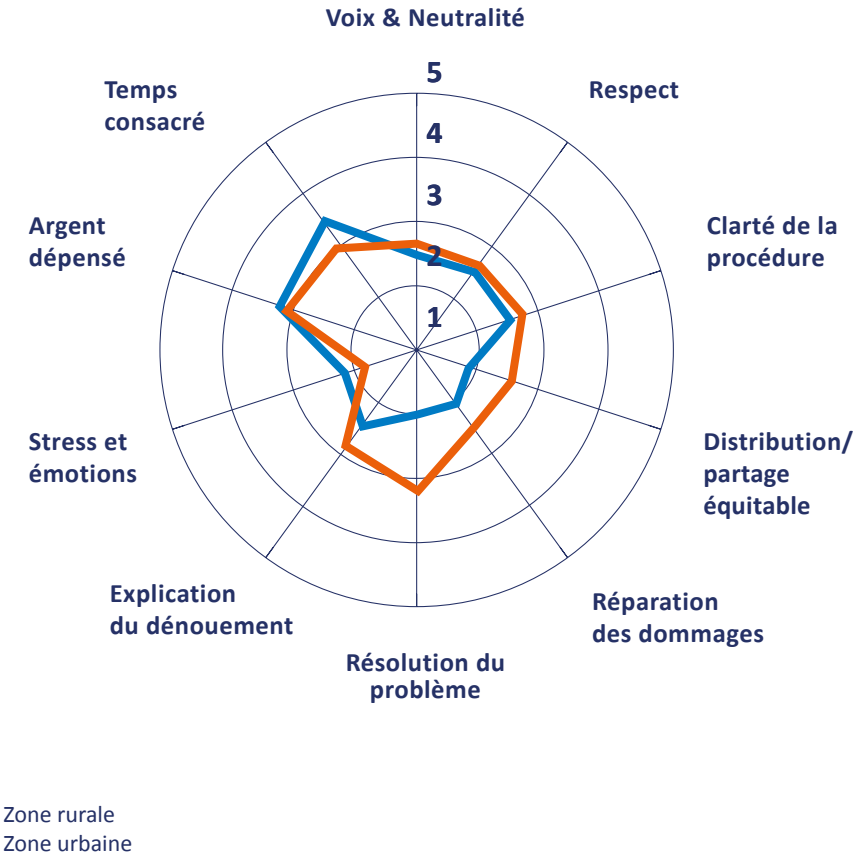
Les institutions informelles (comme les communicateurs traditionnels, les maires, les leaders religieux) sont considérés comme des acteurs essentiels pour la diffusion d'informations et de conseils pertinents.

Les effets de l'environment sur les dimensions de la justice liée à l'emploi

Dans l'ensemble, en évaluant les processus existants, les employés donnent des notes faibles par rapport au stress et aux émotions, la réparation des dommages et la distribution équitable.

Les employés dans les zones rurales sont plus sévères en ce qui concerne les processus - en particulier en ce qui concerne la résolution, l'explication et la distribution équitable.

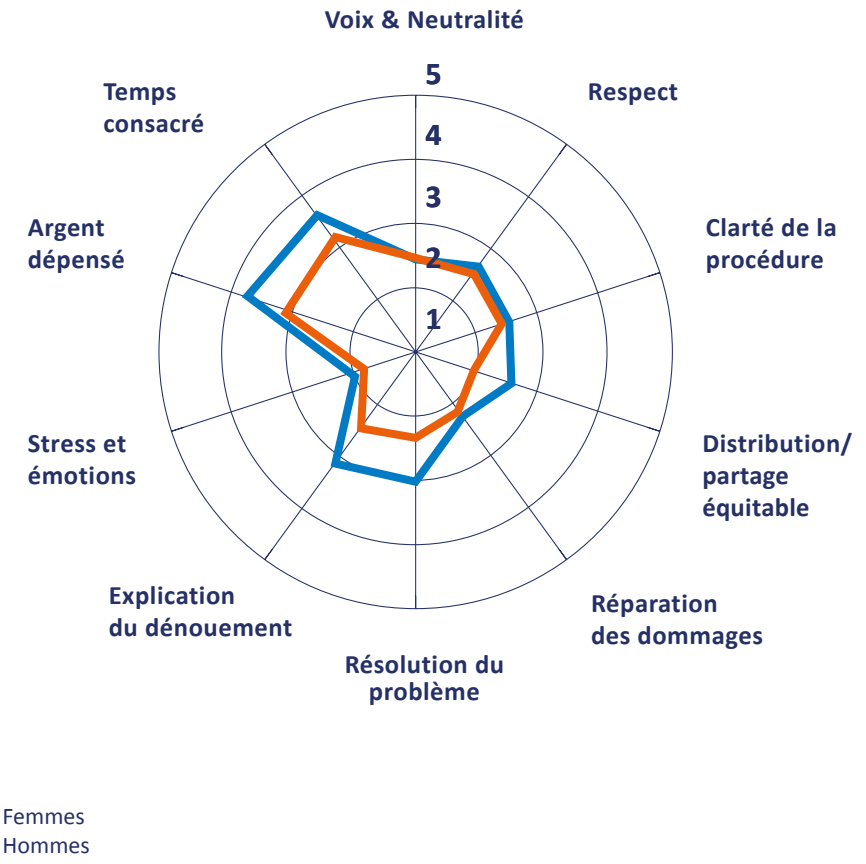
Dimensions de la justice - emploi



Le genre par rapport aux dimensions de la justice en matière d'emploi

Lorsque l'on décompose l'analyse entre les hommes et les femmes, l'on voit que les hommes sont plus sévères dans leurs évaluations. Toutefois, il convient de mentionner que plus d'hommes que de femmes font partie de la population active. Ils sont également surreprésentés dans la catégorie des problèmes liés à l'emploi.

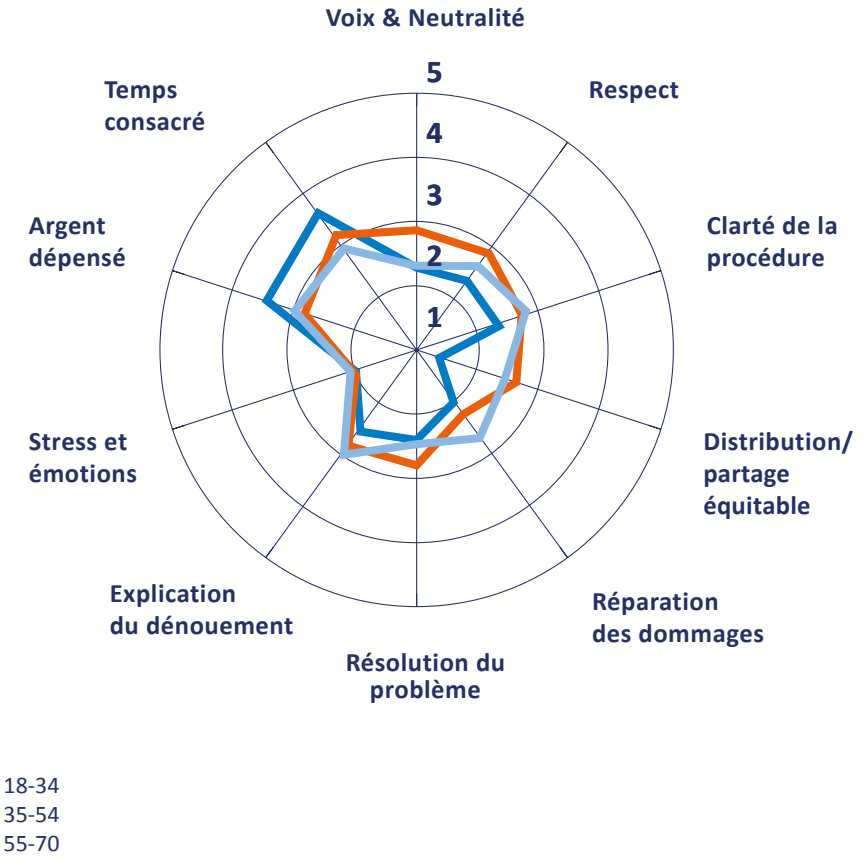
Dimensions de la justice - emploi



L'âge sur les dimensions de la justice liée à l'emploi

Lorsque nous regardons les différentes tranches d'âge, il est clair que les jeunes employés sont mécontents de la répartition équitable.

Dimensions de la justice - emploi



8. Zoom sur les problèmes familiaux

Naschkatze
THAILAND
MANGA

Le témoignage d'Aminata, tel qu'elle nous l'a raconté

Aminata est mariée depuis 1993 et a une fille de 14 ans. Elle a fait un mariage religieux, mais jamais de mariage civil. Elle pria son mari de célébrer leur mariage civil. Bien que ce dernier ait toujours promis de le faire, il n'est jamais passé à l'acte. Depuis le début, elle a remarqué que sa belle famille ne l'approuvait pas beaucoup, à cause du fait qu'elle est instruite. Par conséquent, ils craignaient qu'elle ne soit dominante dans la famille.

La relation s'est progressivement dégradée et, ne voyant pas de solution en vue, Aminata a décidé de procéder à une séparation de corps avec son mari, en dormant dans une autre pièce de la maison. Elle ne peut pas demander le divorce car officiellement aucun mariage civil n'a été célébré.

Elle a contribué à la construction de la maison dans laquelle ils vivent maintenant, mais elle n'a aucune preuve de cette contribution financière. La vérité est aussi que son mari n'a jamais beaucoup contribué aux finances quotidiennes du ménage. Maintenant, Aminata ne peut pas quitter la maison, de crainte d'être accusée d'avoir abandonné son mari et de tout perdre. De plus, il n'y a rien qui puisse empêcher ce dernier de prendre un jour une seconde épouse et de mettre Aminata dehors.

Elle ne sait pas ce que sont ses options et trouve toute cette situation totalement humiliante.

Explorer la catégorie familiale

22% des problèmes de famille sont des problèmes liés au divorce et à la séparation. 18% portent sur des questions d'héritage. Les droits de garde et les difficultés à obtenir l'entretien se produisent souvent à la suite du divorce et de la séparation. 39% des problèmes familiaux sont résolus, beaucoup moins sont en cours de résolution ou abandonnés.

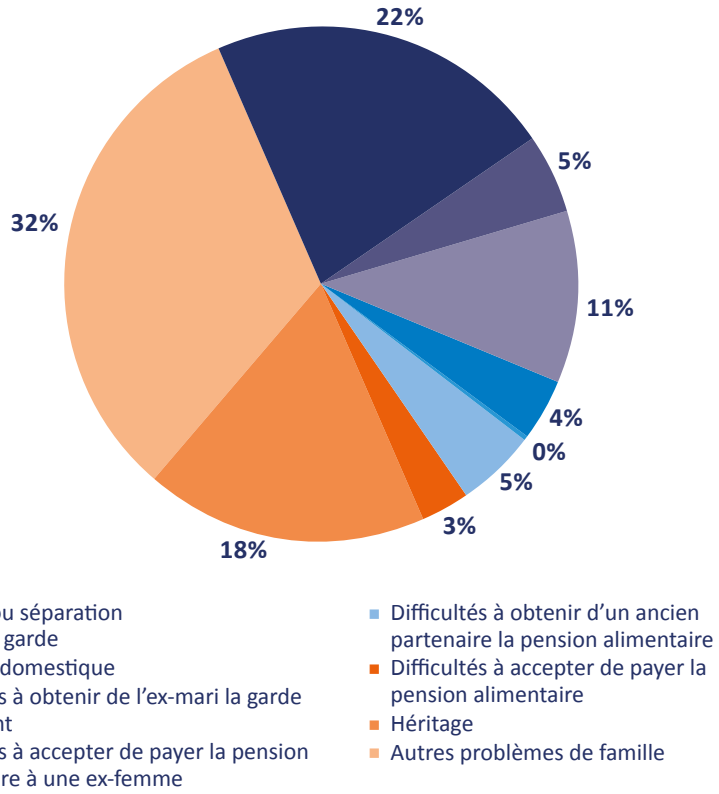
Partage inégal du pouvoir – les maris favorisés

Les parents jouent un rôle important dans la résolution des problèmes de divorce et de séparation. Les entretiens ont démontré que les parents ont souvent un parti pris en faveur des maris.

Les femmes hésitent à solliciter les institutions formelles

Les entretiens ont également indiqué que les femmes sont réticentes à impliquer les institutions officielles en raison des conséquences que cela peut avoir. Beaucoup de femmes ont signalé que des problèmes peuvent s'aggraver si elles impliquent ces institutions formelles.

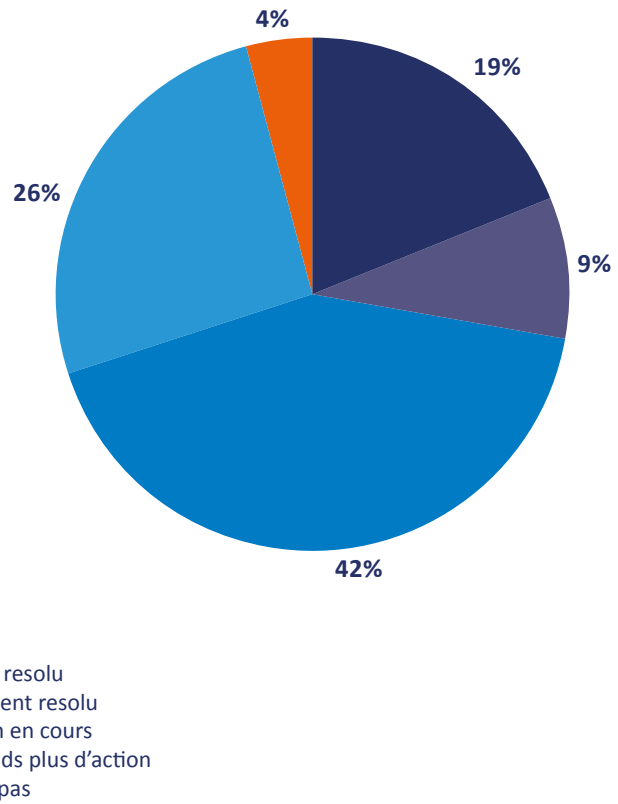
A quel problème de famille étiez-vous confronté?



Explorer la catégorie familiale

Cette crainte de conséquences potentielles empêche ces femmes de chercher des solutions en dehors de leur cercle de famille et d'amis.

Le problème en question est-il résolu maintenant?

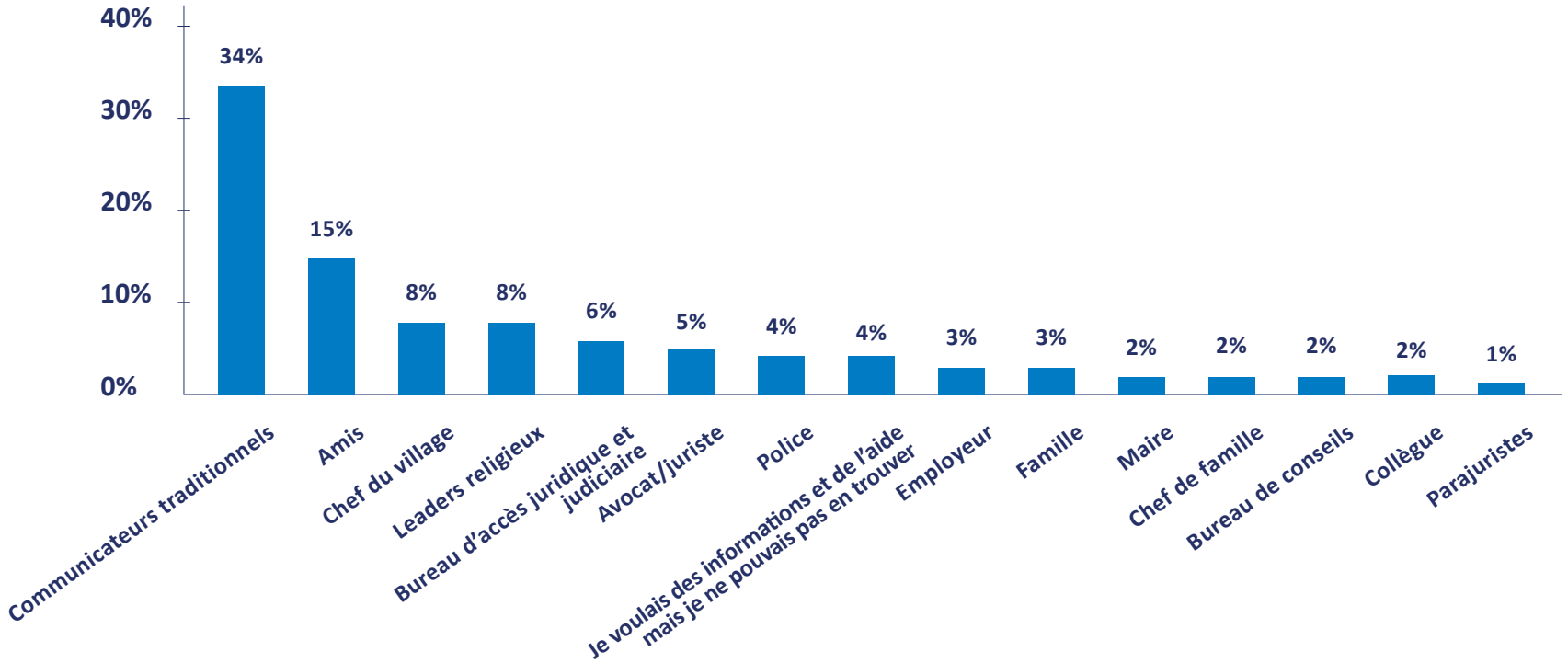


De quoi parlent-ils?

Les problèmes familiaux sont liés au divorce, aux enfants et à l'héritage. Les femmes se plaignent souvent de leurs maris, soit parce qu'elles ont été abandonnées, battues (violence conjugale) soit parce qu'elles ne reçoivent pas de soutien financier.

Où cherche-t-on l'information et la solution aux problèmes familiaux?

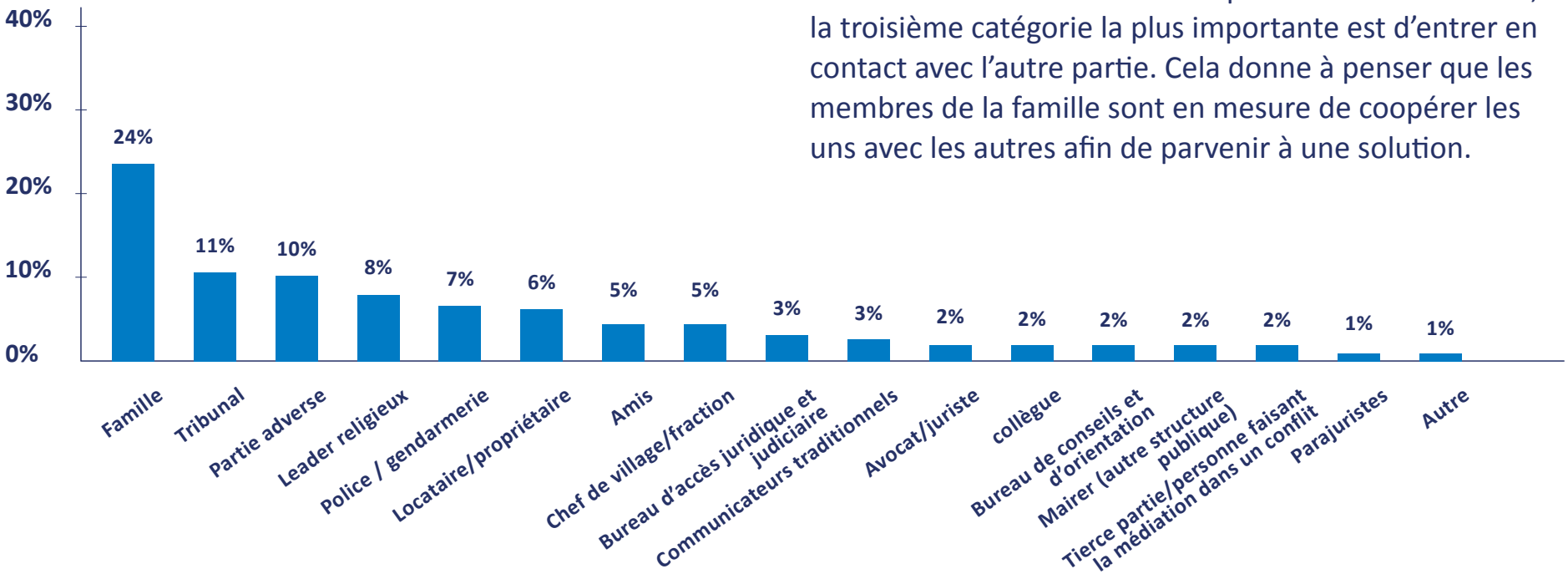
Les sources d'information



Les institutions informelles comme les communicateurs traditionnels, les chefs de village et les leaders religieux jouent un rôle clé en fournissant des informations pertinentes aux personnes.

Une évaluation des différentes voies

Processus pour résoudre le problème



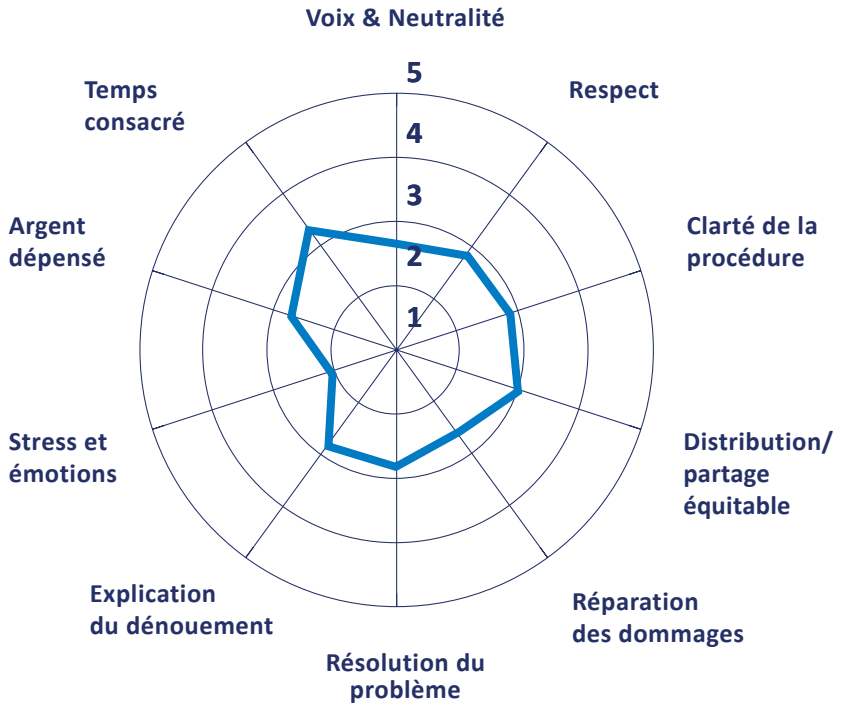
La famille est de loin le lieu le plus adéquat pour résoudre les problèmes (24%). Les tribunaux représentent le deuxième endroit le mieux indiqué. Chose intéressante, la troisième catégorie la plus importante est d'entrer en contact avec l'autre partie. Cela donne à penser que les membres de la famille sont en mesure de coopérer les uns avec les autres afin de parvenir à une solution.

Une évaluation des différentes voies d'accès à la justice concernant les problèmes familiaux

Dimensions de la justice

Les problèmes familiaux sont des événements stressants de la vie. Les procédures actuellement en place ajoutent au stress et aux émotions négatives que les enquêtés ressentent. C'est là un facteur sur lequel nous avons besoin de travailler. Les évaluations sur la réparation des dommages sont également faibles; il y a place pour y apporter des améliorations. En outre, les coûts de résolution des problèmes de famille sont souvent élevés.

Dimensions de la justice- famille

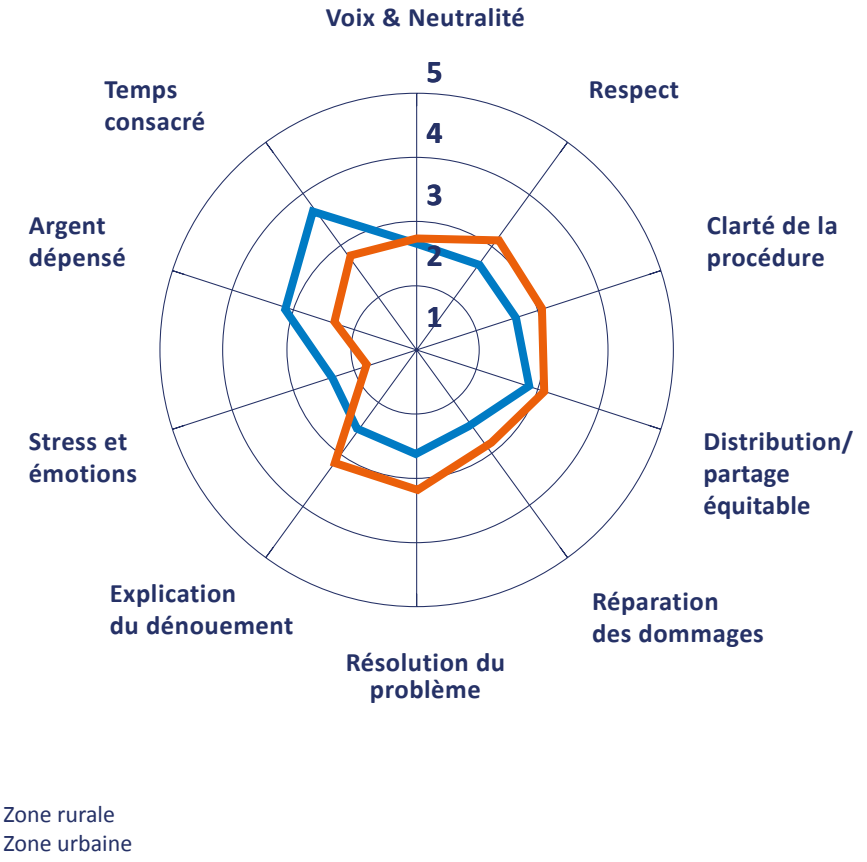


Comment les données démographiques affectent-elles les évaluataions?

Globalement, les populations rurales estiment que les procédures actuelles ne permettent pas de résoudre leurs problèmes familiaux de façon adéquate. Les processus sont cependant rapides, relativement peu couteux et provoquent peu d'émotions négatives.

Ces trois dimensions contrastent fortement avec ce qui se passe dans les zones urbaines. Cela pourrait être une opportunité d'apprentissage et d'amélioration.

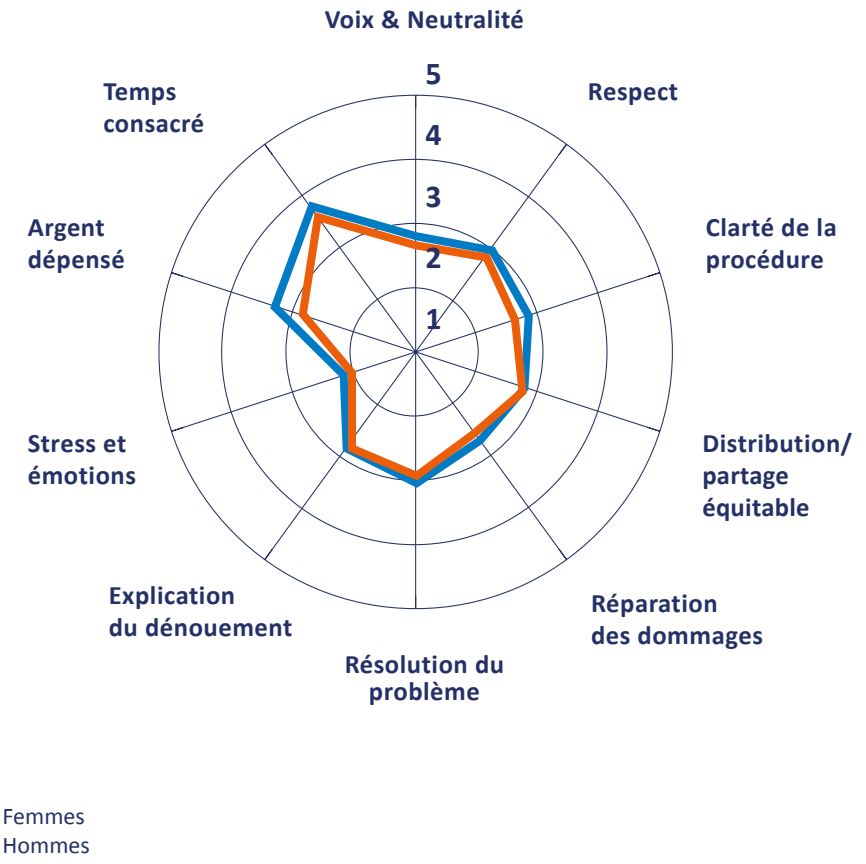
Dimensions de la justice - famille



Comment le genre affecte-t-il l'évaluation?

Les femmes sentent qu'il y a un parti pris en faveur des hommes en termes de résultat reçu. Elles pensent que les résultats ne sont pas expliqués de façon adéquate et que le verdict proposé ne résout pas le problème en question.

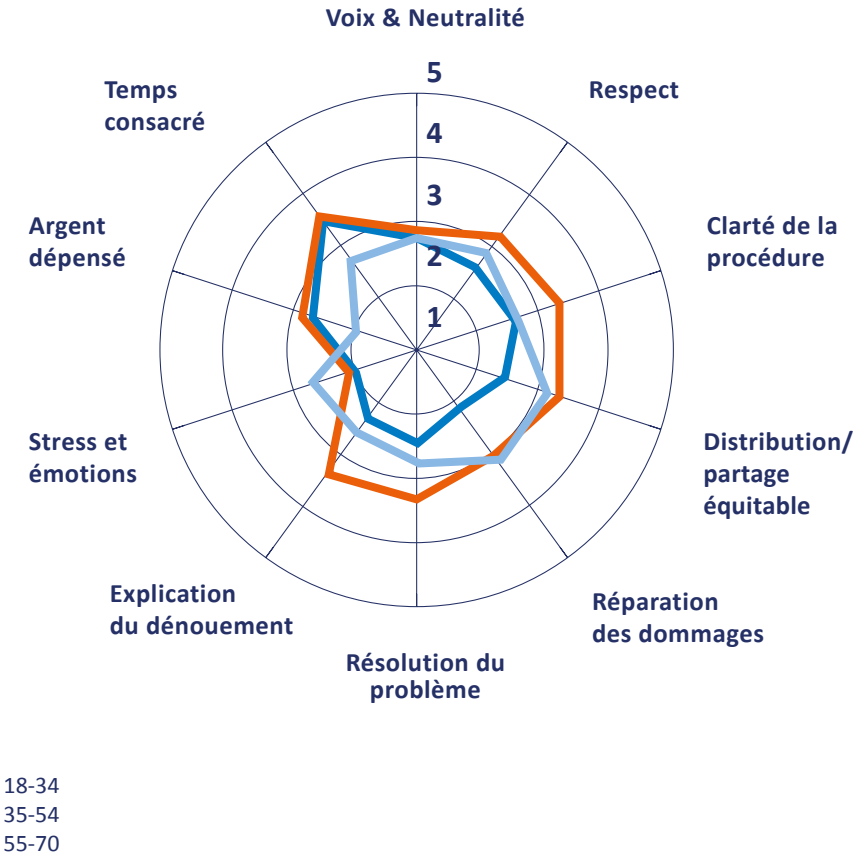
Dimensions de la justice - famille



Comment l'âge affecte-t-il les évaluations?

Ce sont les jeunes qui sont les plus négatifs envers le système judiciaire. Cela pourrait suggérer qu'il existe une différence dans le traitement que ce segment de la population reçoit. Cela pourrait être dû à l'importance que la gérontocratie joue dans la société malienne.

Dimensions de la justice - famille

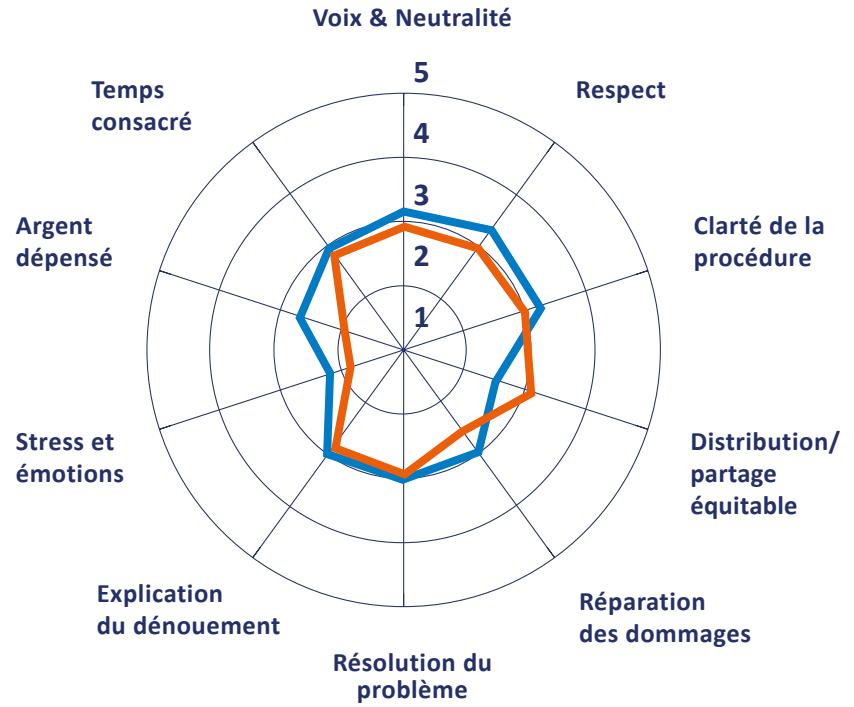


Dimensions de la justice: Les tribunaux livrent des verdicts plus équitables

Dans l'ensemble, les tribunaux sont évalués plus négativement dans la façon dont ils traitent des problèmes familiaux. Cela est plus évident par rapport au respect donné aux enquêtés, le montant d'argent que les justiciables ont dû dépenser, la clarté des procédures et la réparation des dommages.

Il est intéressant de noter qu'ils ne coûtent pas plus de temps que les affaires traitées au sein de la famille. Plus important encore, ils sont en mesure de produire des distributions plus équitables que des mécanismes informels.

Dimensions de la justice - résolution



9. Qu’y a-t-il d’autre dans les données et quelles en sont les limitations

JEUNE AFRIQUE

Un mot de mise en garde à propos de ces résultats

- Kidal n’était pas concerné par l’étude
- Les problèmes signalés par les populations:
  - La honte et la peur peuvent être les raisons pour lesquelles certains problèmes ne sont pas rapportés (aller en prison ou avoir des problèmes avec un individu plus puissant)
  - Les normes culturelles peuvent être des raisons pour lesquelles les problèmes, soit ne sont pas suffisamment rapportés, soit le sont trop. (Dans certaines cultures, il est inapproprié d’avoir des conflits avec d’autres personnes)

- Certains groupes de Maliens peuvent avoir des préférences judiciaires spécifiques par rapport à la plupart des autres pays. **Par exemple, ils peuvent mettre plus d’accent sur l’obéissance aux chefs de famille.**
  - Afin de permettre la comparaison entre les pays, l’équipe a dû appliquer des questionnaires judiciaires standardisés. Les résultats sont limités par les dimensions mesurées.

10. L’utilisation des données pour réduire le fardeau des problèmes de famille: le divorce et la séparation comme une illustration

Les zones d'espoir et points d'amélioration pour les problèmes familiaux

Les zones d'espoir	Points d'amélioration
Comparés à d'autres problèmes, les litiges familiaux sont résolus rapidement .	Quand un problème se pose, beaucoup de Maliens décident de ne prendre aucune mesure. Le plus souvent parce qu'ils ne savent pas quoi faire.
Les systèmes judiciaires informels comme les communi-cateurs traditionnels , les chefs de village, les leaders religieux ainsi que les amis et la famille sont onsidérés comme de précieuses sources d'informations pertinentes.	La plupart des gens sont «modérément» satisfaits de la qualité de l'information qu'ils
Dans le domaine des problèmes familiaux, les gens considerent généralement que les verdicts donnés par les tribunaux sont plus justesque ceux donnés par les familles	Les gens ne sont souvent pas satisfaits de la compensation financière reçue et ressentent un rétablissement insuffisant des relations.
Une grande majorité de gens cherche à résoudre ses problèmes au sein de sa communauté.	Les procédures actuelles aggravent les niveaux de stress des enquêtés.
Les Maliens sont proactifs, ils croient qu'ils peuvent résoudre les problèmes eux-mêmes.	Les femmes sondées estiment que les décisions sont le plus souvent biaisées en faveur des hommes.
En général, les citoyens de Mopti et de Sikasso rapportent moins de problèmes judicaires – là existe une opportunitéd'apprentissage interrégional.	Les Maliens ne savent pas toujours ce à quoi il faut s'attendre dans les procédures de résolution.
Il existe une culture de coopération et de collaboration dans la résolution des problèmes au Mali. Beaucoup de Maliens résolvent les problèmes directement avec l'autre partie.	Bien que de nombreux problèmes soient résolus, il existe encore beaucoup de cas abandonnés.

Les zones d'espoir et points d'amélioration pour les problèmes familiaux

Les Maliens ont signalé beaucoup de problèmes judiciaires individuels dans la catégorie familiale. Une stratégie **taille unique, passe-partout ou une solution globale** pour s'attaquer à toute la catégorie ne fonctionne pas en raison des particularités dans ces problèmes.

L'expérience a montré que les solutions visant à résoudre les problèmes judiciaires spécifiques comme **le divorce et la séparation** peuvent éventuellement être appliquées pour résoudre des problèmes connexes tels que ceux liés à la pension alimentaire et au soutien des enfants.

Un exemple illustratif: Divorce et séparation

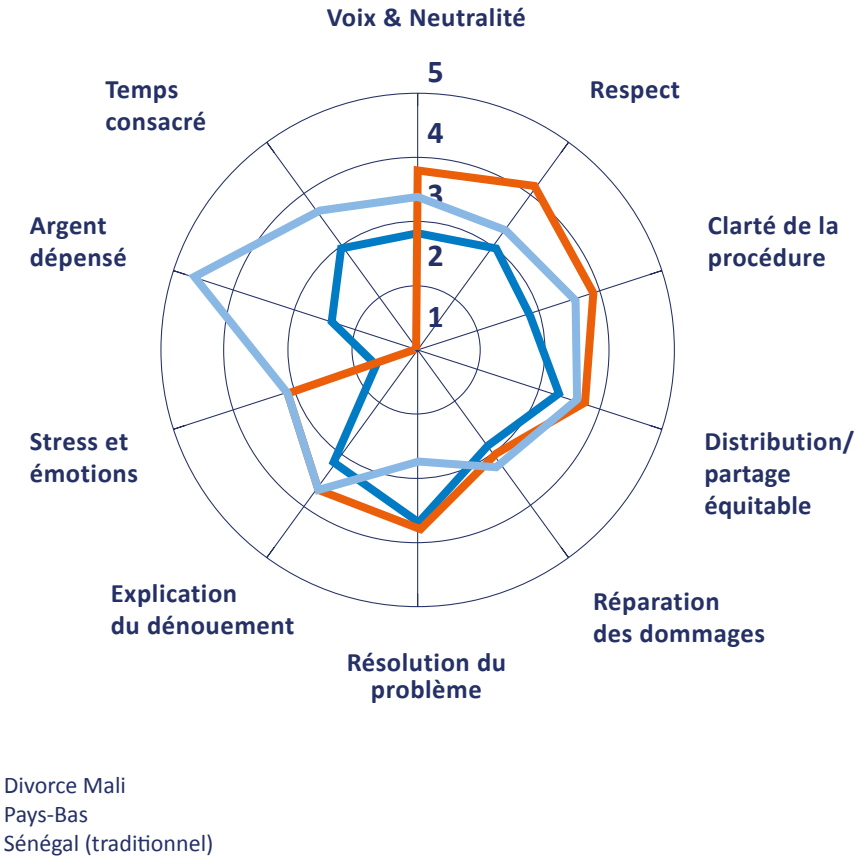
Les données ont montré que le divorce et la séparation ont été signalés comme le problème judiciaire individuel le plus fréquent dans la catégorie familiale. Les stratégies proposées ont été conçues pour lutter contre quatre des dimensions de justice qui ont les notes les plus faibles par rapport au volet divorce et séparation. Ces solutions sont prises en charge par les points positifs mis en évidence dans les données.

Divorce et Séparation au Mali – Des améliorations sont possibles

Des études aux Pays-Bas et au Sénégal suggèrent que de meilleures notes sont réalisables concernant la voix et la neutralité, la réparation des dommages et l'argent dépensé.

Mettre en œuvre des stratégies qui ont un lien avec le contexte local peut aider le Mali à réaliser des notes d'évaluation plus élevées.

Dimensions de la justice



Améliorer Voix et Neutralité

Les Maliens font confiance aux institutions de justice informelle. Il faut améliorer les processus d'arbitrage - comme les griots, les chefs religieux et les cliniques juridiques - pour les cas de divorce

Amélioration:

Ceci renforce les processus d'admission et d'audition. Des juges spécialisés apprennent à gérer les processus complexes de séparation qui ont souvent une charge émotionnelle forte. Si la charia et les règles et critères coutumiers sont rendus plus transparents et plus faciles à appliquer, les juges seront perçus comme plus neutres.

Les systèmes de justice informels sont dignes de confiance par la population

Les infrastructures des systèmes judiciaires sont déjà bien développées

Il existe une culture de coopération et de collaboration dans la résolution des problèmes au Mali

Le système judiciaire informel est accessible

Améliorer Voix et Neutralité

Accroître la transparence du processus, développer des protocoles faciles à comprendre pour le divorce et la séparation

Amélioration:
Ceci renforce les processus d'admission et d'audition. Des juges spécialisés apprennent à gérer les processus complexes de séparation qui ont souvent une charge émotionnelle forte. Si la charia et les règles et critères coutumiers sont rendus plus transparents et plus faciles à appliquer, les juges seront perçus comme plus neutres.

Les Maliens, hommes et femmes, croient qu'ils peuvent résoudre les problèmes eux-mêmes

Il existe une culture de coopération et de collaboration dans la résolution des problèmes au Mali

Réparation des dommages

Élaborer des protocoles standard - tels que les règles de partage - adaptés aux besoins de la communauté malienne

Meilleure pratique du monde réel: Le Code de la famille russe fournit des lignes directrices claires pour le soutien des enfants après le divorce. D'autres pays ont des formules plus complexes pour le calcul de la pension alimentaire.

Exemple: 25% du revenu mensuel net à payer à l'autre partie si la procédure de divorce implique un enfant, 33% du revenu mensuel net à payer à l'autre partie si la procédure de divorce implique deux enfants, 50% du revenu mensuel net à verser à l'autre partie si la procédure de divorce implique trois enfants ou plus.

Amélioration: Il y a moins de place pour les erreurs d'interprétation. Les obligations financières sont plus claires pour toutes les parties et peuvent être expliquées à la famille et aux amis. En sachant à quoi s'attendre comme résultat, la tension émotionnelle est réduite.

L'argent dépensé

Les Maliens estiment que les tribunaux donnent des résultats plus justes, alors il faut rapprocher ces tribunaux des populations

Meilleure pratique du monde réel: lauréat du Prix de l'Innovation judiciaire 2011 de HiiL - Les facilitateurs judiciaires Nicaraguayens

Les facilitateurs judiciaires apportent la justice aux personnes qui, autrement, seraient exclues du système en raison d'obstacles pratiques. Les facilitateurs judiciaires sont un réseau de leaders volontaires pour les communautés ou quartiers spécifiques. Ils sont élus par la communauté et ensuite nommés par le pouvoir judiciaire. Il s'agit d'un mécanisme de résolution des conflits avec la participation des citoyens.

Amélioration:

Les facilitateurs proches de la population dans une région / communauté locale donnée peuvent résoudre les problèmes à moindre coût. Ils savent comment les tribunaux vont décider et peuvent facilement renvoyer des affaires devant les instances officielles. Cela rapprocherait l'autorité des tribunaux plus près des populations. Il permet aussi d'économiser le temps et les coûts de voyage.

Le stress et les émotions

Mobiliser le pouvoir des communautés maliennes, laisser les populations s'entraider

Meilleure Pratique du monde réel:

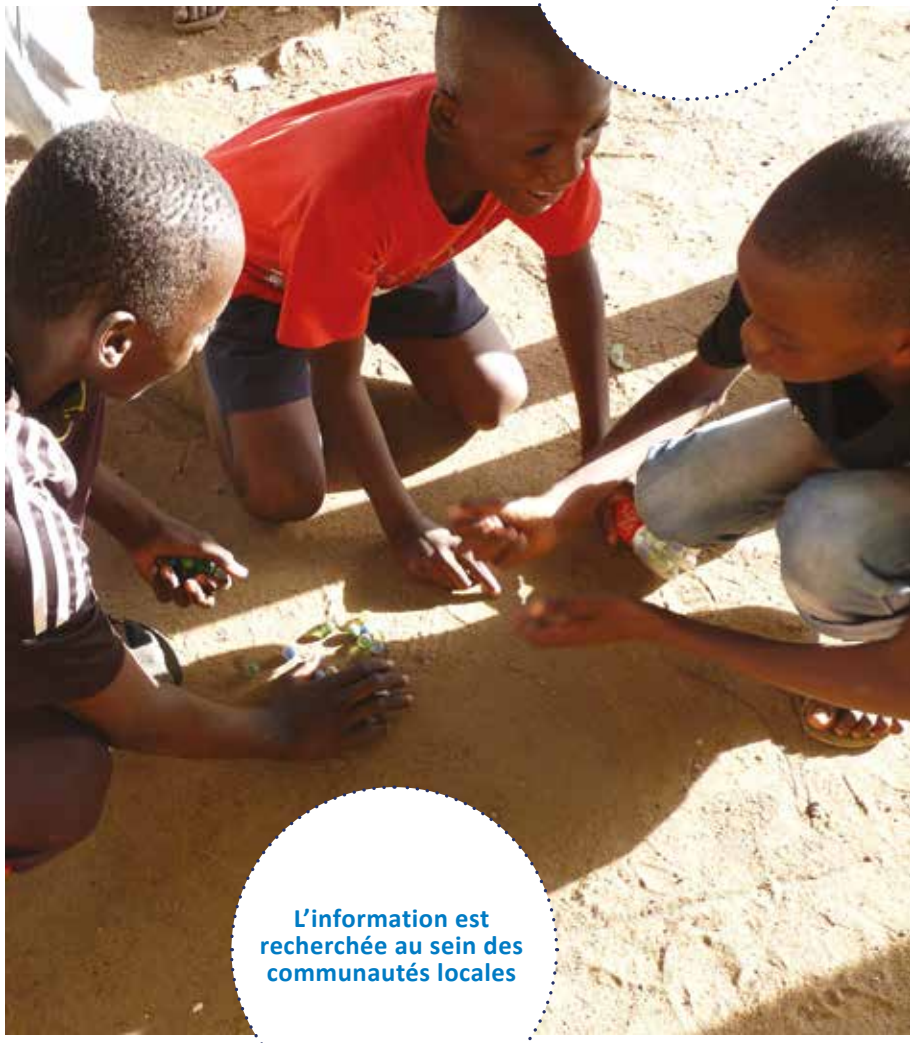
Le pouvoir communautaire en action

Le Centre d'assistance juridique pour les femmes égyptiennes (CEWLA) vise à fournir aux femmes les compétences et les capacités qui leur permettent de surmonter les problèmes auxquels elles sont confrontées. Le groupe fournit un soutien juridique et psychologique.

Amélioration:

Les gens ont besoin de soins, d'encouragement, d'intimité et de consolation dans les moments difficiles. Parfois, même les amis et la famille ne peuvent pas combler ce vide. Des groupes d'entraide offrent un exutoire pour libérer ces émotions et les participants peuvent apprendre des expériences des uns et des autres.

La grande majorité cherche des solutions dans la communauté



L'information est recherchée au sein des communautés locales

Passer des données à l'action - le processus suivi jusque là et la façon dont il pourrait être poursuivi

- Les données ont été recueillies entre mars et avril 2014, par une équipe d'enquêteurs dirigée par **Deme So et Wildaf**, nos partenaires au Mali. Ils nous ont également aidés à adapter le questionnaire au contexte malien.

- Les questions relatives à la justice transitionnelle et la réconciliation ont été élaborées en collaboration avec le ministère de la réconciliation du Mali.

- Ce rapport est une analyse globale des données. Plus d'analyse approfondie est possible, par exemple sur une catégorie spécifique de problèmes, sur des groupes particuliers (par exemple les femmes), et par rapport à certaines régions. Ce niveau d'analyse plus détaillée peut être nécessaire lorsque l'on travaille sur des stratégies et des programmes spécifiques, sur la base des défis que l'étude globale fait ressortir.

- Après une première analyse des données, un atelier de triangulation a eu lieu à Bamako le 2 juin 2014, au cours duquel les premiers résultats ont été discutés avec un groupe d'une vingtaine de professionnels de la justice du Mali (à la fois du gouvernement et des organisations de la société civile) et quelques bailleurs de fonds. Les commentaires reçus lors de cet atelier nous ont beaucoup aidés à mieux comprendre les données et ce qu'elles nous disaient.

Passer des données à l'action - le processus suivi jusqu'ici et la façon dont il pourrait être poursuivi

- Les 21 et 22 août, l'avant projet final du rapport a été présenté à près de 60 professionnels de la justice - présidents de juridictions, directions de ministères, procureurs, représentants du médiateur de la République, des leaders de la société civile et du barreau - sous la direction du ministère de la Justice du Mali.

- La réunion a été ouverte par le ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et Garde des sceaux M. Mohamed Aly Bathily, en présence du ministre de la réconciliation M. Zahabi Ould Sidi Mohamed ainsi que le président de la Cour suprême M. Nouhoum Tapily. L'ancien ministre Mamadou Diakité était le modérateur de la rencontre.

- La réunion a planché sur les données et a réfléchi à ses implications pour les différents domaines d'activités représentés autour de la table. Deux groupes de travail ont été constitués: l'un sur les questions de justice et l'autre sur la réconciliation. Les deux groupes ont travaillé sur des recommandations concrètes pour les plans d'action. Ces derniers ne sont pas inclus dans le présent rapport mais le seront dans un document séparé, préparé par le ministère de la Justice.

- Dans les pages suivantes, nous présentons certaines de nos conclusions, en partie aussi sur la base des échanges au cours de la réunion du mois d'août.

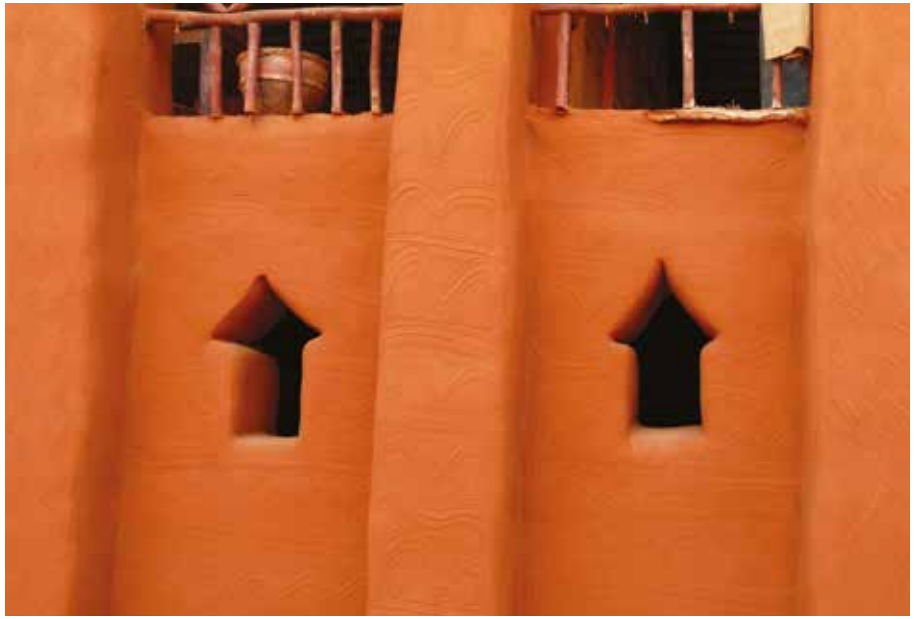
Quelques recommandations pour les stratégies et programmes, basées sur des conclusions que l'on peut tirer de cette analyse globale des données

- Les différences régionales sont claires et devraient être prises en compte, tant dans le domaine de la justice transitionnelle et la réconciliation que dans l'administration de la justice.

- Les besoins de justice des femmes méritent une attention particulière. Elles ont, par exemple, plus de problèmes liés à la famille et à la criminalité. Les données montrent clairement que la violence domestique est un problème de justice fréquent.

- Un domaine dans lequel il y a beaucoup de besoin et dans lequel beaucoup d'impact peut être réalisé concerne l'information juridique: obtenir l'information juridique qu'il faut au bon moment et pour la personne qu'il faut. Le niveau local semble être un élément essentiel ici (les maires, la police, les aînés du village, les communicateurs traditionnels).

- Les populations du Mali ont des mécanismes élaborés de justice informelle, qui sont beaucoup utilisés et sont généralement dignes de confiance, même s'ils ne sont pas toujours bien évalués. Des stratégies visant à améliorer la qualité de ces mécanismes fiables seraient bénéfiques.



Quelques recommandations pour les stratégies et programmes, basées sur des conclusions que l'on peut tirer de cette analyse globale des données

- De la recherche, nous savons que les stratégies suivantes pour améliorer l'accès à la justice ont eu beaucoup de succès et sont soutenues par un nombre croissant de bonnes pratiques:
  - L'amélioration d'une bonne offre bien ciblée de l'information juridique pour l'autonomisation et le renforcement de la capacité locale à résoudre les problèmes.
  - Les facilitateurs et les parajuristes qui travaillent pour obtenir des solutions équitables. Il existe de bons exemples de pays où ces derniers ont été mieux appréciés que le système judiciaire formel (le cas des facilitateurs judiciaires Nicaraguayens, voir ci-dessus).
  - Développer et partager des meilleures pratiques et des protocoles basés sur des données probantes dans des domaines spécifiques de résolution des conflits (par exemple: le divorce, les problèmes de propriété foncière, etc).
  - Offrir aux citoyens un meilleur choix de processus de règlement des conflits par des tierces parties.
  - Des plates-formes informatiques adaptées à l'environnement local et destinées à soutenir la négociation et la résolution des différends.

Quelques recommandations basées sur les conclusions que l'on peut tirer de cette analyse globale des données

- Nos données montrent que les interventions visant spécifiquement les dimensions de justice suivantes: **voix et neutralité, la justice distributive et le stress et les émotions négatives** sont particulièrement nécessaires. Cela vaut tant pour les voies d'accès à la justice à travers les mécanismes formels comme les tribunaux, mais aussi à travers des mécanismes informels.

- L'étude a suscité beaucoup d'intérêt de la part des responsables de la justice au Mali. Lors de nos interactions avec ces responsables, nous avons souvent entendu parler de la nécessité de renforcer la capacité de recueillir et de travailler avec des données judiciaires et de traduire ces données en stratégies d'innovation efficaces.

- Ce rapport contient une analyse globale des données que nous avons pu recueillir, avec un accent particulier sur trois des problèmes les plus graves (le foncier, l'emploi, la famille). Plus d'analyse approfondie des données est possible, en se concentrant sur des problèmes, des groupes, des régions spécifiques, etc...

11. Les précieuses leçons données par la population du Mali

SUPER
Grea

Les précieuses leçons données par la population du Mali

Les **populations maliennes** ont **partagé leurs expériences** et nous ont demandé d'écouter. Leurs témoignages ont ouvert une fenêtre sur **leurs vies quotidiennes** et ont révélé les **diverses injustices** auxquelles elles sont confrontées. Ces témoignages peuvent **guider les décisions** pour une **programmation plus précise** étant donné que le peuple du Mali sait ce **qui fonctionne** et ce qui ne fonctionne pas.

Les populations du Mali **s'entraident mutuellement.** Elles ont **confiance** en leur capacité à **résoudre** les problèmes judiciaires. Elles ont besoin maintenant d'un **meilleur accès à l'information juridique** et de **procédures plus transparentes.** Il existe une culture de coopération et de collaboration dans la résolution des problèmes. Beaucoup de Maliens résolvent leurs problèmes **au sein de leurs familles** et avec **l'autre partie.** Beaucoup peut et doit être fait avec ce facteur.

Pour la plupart des Maliens, la justice **a lieu en dehors des tribunaux et loin des avocats et des juges. Le pouvoir des communautés locales** est fort. Cela devrait être adopté. On peut beaucoup **apprendre** des mécanismes de justice informelle que l'on trouve ici.

Le message est clair:

Une solution taille unique ou globale pour la justice malienne ne fonctionnera pas. Il faut résoudre les problèmes un à un, en passant d'une catégorie à une autre. Il faut tirer parti des forces des mécanismes existants de règlement des différends et les aider à devenir plus sensibles aux besoins des populations.

“Normalement, c’est nous qui jugeons. Cette fois-ci, ce sont les citoyens qui nous jugent”

- dixit Monsieur Mahamane Maïga, Directeur de la CPS Justice lors de la cérémonie de cloture de l’atelier stratégique.

Cette étude n’aurait pas été possible sans le leadership de Monsieur Mahamane Maïga, Directeur de la CPS Justice, sans les contributions financières des Pays-Bas et de l’Union Européenne, et sans le grand partenariat entre Deme So, Wildaf et Hiil.